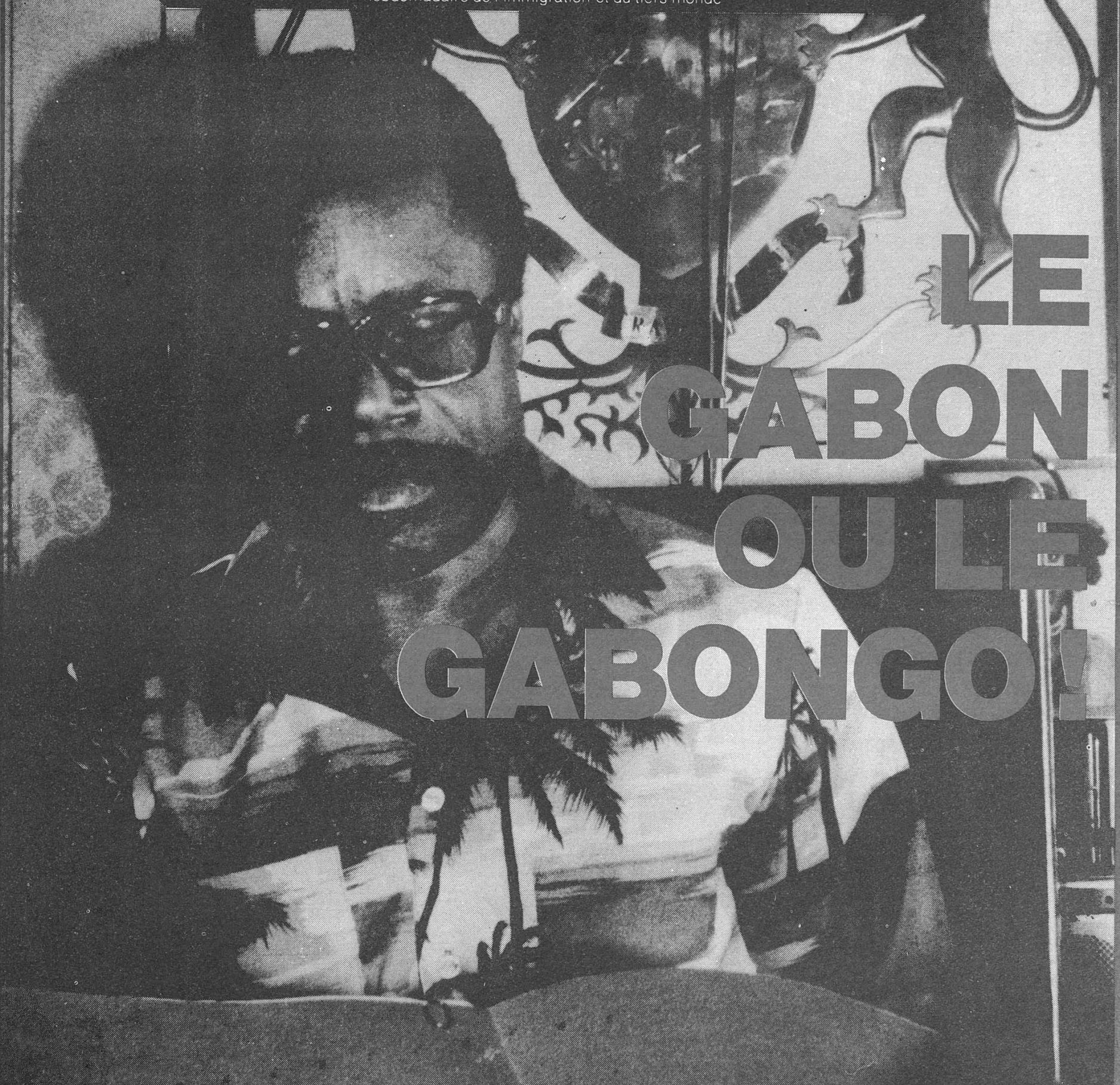


N° 43 5,00 FF

Semaine du 25 décembre 1981 au 1er janvier 1982

SAINT-FRONTIÈRE

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde



LE GABON OU LE GABONGO!

NATIONALITE : LES JEUNES VEULENT CHOISIR

LA POLOGNE DU CÔTE DES CORONS DU NORD

POUR UNE NOUVELLE POETIQUE DE L'AFRIQUE NOIRE

A LA UNE

Pologne ou la voix des Polonais libres ? Page 3

ICI ET LA

De Vitry à Varsovie A chacun son char ! Page 4

Les enfants d'immigrés et la nationalité : « C'est à nous de choisir » Page 5



SUD-SUD

Gabon : la contestation ouverte Page 8 et 9

Tchad : les FAN se renforcent Page 11

CULTURE

Poésie Africaine : une approche modeste Page 12

Une corbeille de livres pour rêver en 82 Page 14

Services-Annonces-Agenda Page 15

Qui sont-ils ?

Quand je suis arrivée, la salle était presque pleine, une foule d'antillais peu de français, de rares africains, le bruit s'est apaisé. Il était 21h...

Je connaissais beaucoup d'antillais, mais pour moi, ils étaient tous les mêmes, et depuis un certain-temps, je m'interrogeais : qui-sont-ils ? Pas ce que je crois, pas ce que j'ai vu. Pas les antillais de mes souvenirs. Sûrement pas. Je veux savoir qui ils sont à part de bons français moyens.

Je n'avais rencontré en fait que des antillais qui étaient bien loin encore d'avoir très conscience de leur identité de leur culture, des antillais par qui je me suis sentie humiliée, et envers qui j'ai eu tant de haine, d'incompréhension, tant de méfiance encore aujourd'hui. Grâce à cette soirée, jusqu'au moment où un antillais au fond de la salle a crié : « On veut que ce soir les antillais eux-mêmes qui lisent leurs poèmes, pas des français ! »

Effectivement, ça devenait impossible. Cette demande, pourtant logique, a revêtu, le temps de quelques secondes, un aspect perturbateur que j'aimais beaucoup. Ils les ont lu, et c'était formidable.

A travers ces poèmes, j'ai ressenti profondément cette

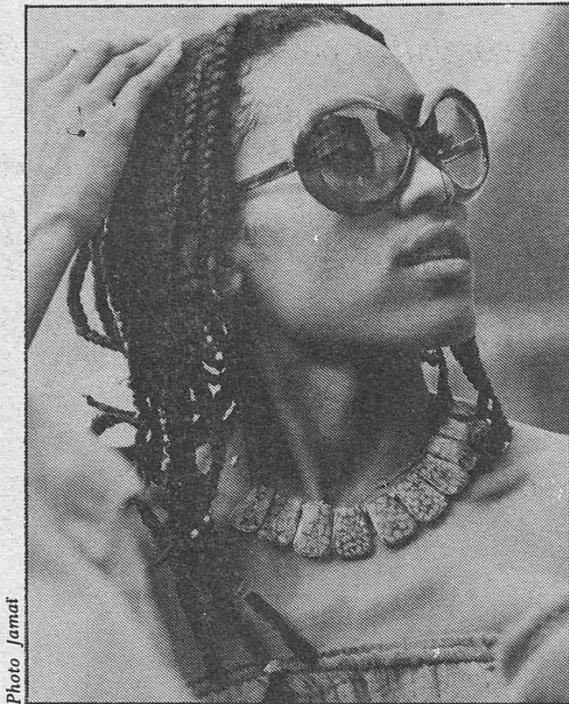


Photo Jamat

façon d'écrire « autrement » et tout en réintégrant le message de Damas et Césaire, dont parle Daniel Maximin.

La façon de lier les mots entre eux, de forger les expressions et les phrases y est aussi forte que poétique, par exemple :

« Un marteau volant vers le sud comme une graine qui agit les tripes de la terre », « L'organe du mot » etc...

Le débat m'a passionné - je regrette beaucoup que la soeur de D. Maximin, qui était la seule femme à participer à la lecture des poèmes, se soit éclipsée pour le débat. Plus que les hommes à la table : table des écrivains...

La question qui l'a lancé

« Pourquoi écrivez-vous vos poèmes en français et pas en créole », a été posée par un français. Question bien provocante, si justement introduite, tendant à évoquer toute la réalité.

Chacun à défendre son point de vue avec la plus grande conviction du monde. Le public aussi fort que les écrivains.

Mais immédiatement des questions s'imposent à moi faisant suite à ce que j'ai dit sur mon expérience même : qui est le public ce soir ? Combien ici ont lu Damas et Césaire ? Ce sont les intellectuels et les étudiants, un petit pourcentage de travailleurs, peut-être si petit... ! Et les autres où sont-ils ?

Dans les boîtes, dans les rues, dans les H.L.M. et combien sont-ils aussi ? Comment parvenir à les faire prendre conscience ?

Ce problème des classe sociales que j'évoque n'est pas nouveau, et loin d'être résolu, me direz-vous ; mais c'est flagrant de le voir, chaque fois le public est le même. C'est un cercle vicieux dans notre société, qui n'en finit plus : tout est vérifié « l'ouvrier parle des choses, l'intellectuel ou le bourgeois parle de lui-même et des idées »...

Vers la fin, il y a eu une ébauche de dialogue africains - antillais, qui n'eut pas de suite. A ce moment là, j'ai eu l'impression que la parole d'un africain pour les antillais ici présents, ne pouvait avoir grande valeur (ce qui signifie beaucoup de choses) et j'ai trouvé ça très dommage. Autrement dit, « ici, c'est une rencontre d'antillais, une discussion qui ne concerne pas les africains ».

Une heure du matin, la salle se vide. Musique antillaise. On prend les références des livres, on discute. Vite, encore quelques mots. Les derniers, et on court pour prendre le dernier métro. Je sors.



Voilà, j'ai beaucoup appris ce soir, beaucoup réfléchi. Toutes les idées - ologies - exprimées au cours du débat, correspondent à une de mes attentes. J'avais tellement envie d'en savoir plus et plus profond sur le peuple antillais.

Lors des débats, je ne me confronte pas, du moins quand il s'agit de thèmes pour lesquels j'ai seulement accès et non passage ; j'écris et j'observe.

Véronique

« Je ne suis qu'un faiseur de mots, quelles importances ont donc les mots. Et moi quelle importance ai-je donc ? ». (Nietzsche)

Pour soutenir Sans Frontière
**ABONNEZ-VOUS
ABONNEZ VOS AMIS**

**TARIFS
D'ABONNEMENTS**

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Chômeurs et étudiants*

	1 an	9 mois	6 mois
	200	150	100
	250	190	130
	280	250	140

*Sur justificatif

Abonnement Rapprochement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chèque

C.C.P.

Nous avons une surprise pour vous, notre service abonnements marche mieux maintenant, après quelques problèmes. Vérifiez-le !

**Le cadeau de Nouvel An le plus original :
UN ABONNEMENT A SANS FRONTIERE**

sans frontiere

Nidham ABDI
Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI

PACO
Marc WEITZMAN
Fowzia ZOUAOU
ABONNEMENTS

Kamal BELARBI
Fatima BELHADI
Lila BENBELAID
Joël BOULARD

Ali MAJRI
NOURREDINE

Publicité :

Saïd BOUZIRI
Peïra CAVA
Raymond CHARLOTTE
Madjid DABOUSSI
Amadou GAYE
André HARTMANN
Maria KALALOBE
Daniel Lacerda
Leïla SEBBAR

Leïla HADDAD

Habib ARFAOUI

Mustapha MOHAMMEDI
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA
Mohamed NEMMICHÉ
Blaise N'DJEHOYA
Macodou NDIAYE
Aline N'GOALA



Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Amnar »
Directeur de publication : Khali Hammoud.
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.

Libre opinion

IL Y A UN AN LE BULLDOZER DE VITRY



Il y a aujourd'hui un an, le 24 décembre 1980, alors qu'un groupe de travailleurs immigrés, maliens, dormaient paisiblement dans leur nouveau ghetto en provenance de St. Maur, pour un laps de temps, disent les responsables de St. Maur.

Les responsables de la ville de Vitry, en pleine nuit, de la même manière que le nouveau gouver-

nement militaire de Varsovie pénétra au quartier général de « Solidarité », à la différence que ces responsables de Vitry, utilisèrent le bulldozer, en pleine nuit, plein hiver, ce froid dense auquel ils ne sont pas habitués et pour raisons de survie, ils sont obligés d'immigrer dans un monde qui n'est pas le leur.

Peût-on dans un système dit

démocratique gouverner avec force ? On change un système politique, mais on ne change pas la mentalité du peuple.

Pour des raisons politiques, il faut et fallait trouver un bouc émissaire, la cause de l'économie qui n'est pas seulement française, mais internationale.

Les Allemands n'ont-ils pas cru

vaincre la crise, le chômage, en expulsant de leur territoire tous les immigrés ?

Où en sont-ils aujourd'hui ?

Le peuple français n'a-t-il pas démontré leur mécontentement devant cet acte ignoble en votant toutes et tous « socialistes ? »

D'aucuns me parleront de circonstances atténuantes. Or, il n'y a pas de circonstances atténuantes dans la mesure où il y a méditation. Le profane se contente du fait accompli et non des raisons. On a beau lui expliquer, en vain, mais le fait pour lui reste.

N'a-t-on pas entendu sur TF1, « les jeunes députés », l'ancien député de St. Denis 93, pour des élections présidentielles, dire que s'il était élu, il construirait des logements spécialement pour immigrés ?

D'autres, de même idéologie, envoient des circulaires pour les quotas d'enfants des immigrés en colonie de vacances ?

Peut-on prétendre défendre les intérêts d'un peuple, peu importe son origine, sa religion, en l'exploitant ?

Ces Maliens sont aujourd'hui relogés à St. Maur.

Sont-ils heureux d'y retourner ?

Certes, car pour certains, ils sont plus près de leur travail, des commerçants pour lesquels ils avaient l'habitude, alors qu'à Vitry, ils mettraient de 1 à 2h pour aller travailler.

L'un d'eux m'a confié ceci : « Ce qui m'a beaucoup troublé, ce n'est pas le fait de nous déloger de St. Maur à Vitry, mais la manière dont on nous a expulsés, alors qu'il faisait un froid rude dehors. Nous étions en train de préparer nos festivités, comme beaucoup de familles françaises à cette période. Mon frère, on a pas besoin d'être intellectuels pour se rendre compte, ou être sensible à cette haine. Mon père est mort pour les couleurs de la

On nous a expulsés alors qu'il faisait un froid rude dehors !

France. Aujourd'hui on a plus besoin de nous ».

- Croyez-vous que l'arrivée des Socialistes au pouvoir, change quelque chose pour vous ?

- Ecoutes, mon frère, tu as assisté à la manif, du samedi 12 décembre, n'est-ce pas ? Nous ne demandons qu'une chose, travailler et vivre en paix.

Pourquoi cette guerre de différence ? Nous sommes tous étrangers, nomades ou immigrés. Les uns sont en train de préparer une 3^e guerre mondiale, les autres une haine humaine, et pourtant cette guerre n'épargnera ni immigré, ni l'autochtone.

Les hommes préfèrent aujourd'hui conserver leur matériaux plutôt qu'aider le Tiers-Monde.

Si mon cri pouvait être entendu Et ma prière écoutée, je demanderais une paix durable entre les peuples.

N. Silatsa

DE VITRY A VARSOVIE A CHACUN SON CHAR !

Rappelez-vous, c'était il y a tout juste un an, à quelques heures de la grande bouffe, le 24 décembre 1980.

Le maire communiste de Vitry, M. Mercieca, à la tête d'un commando appuyé par un bulldozer, allait souhaiter un joyeux Noël aux travailleurs maliens du foyer de l'ADEF rue des fusillés. Action isolée ? On eut pu le croire, mais c'était bien place du colonel Fabien qu'on l'avait décidée Centralisme démocratique oblige !

Le parti communiste allait s'engager dans la campagne la plus honteuse de son histoire.

Du bulldozer de Vitry, on passa à la délation pure et simple d'une famille marocaine dans une soi-disant affaire de « drogue » à Montigny les Cormeilles. A Rennes, ce fut contre la création d'un centre culturel islamique que se distingua le parti communiste invoquant l'exquis prétexte de la « séparation de l'église et de l'Etat ».

A Montreuil l'OPHLM, tenu par les communistes, faisait voter l'introduction du « Numerus clausus » pour les familles immigrées.

Si les réactions furent unanimes pour condamner les méthodes du PCF, très peu furent sincères. A quelques mois des élections, c'était beaucoup plus les communistes qui intéressaient la classe politique. Les immigrés devenaient momentanément un prétexte à la bagarre électorale qui se dessinait à l'horizon.

Dans le cynisme on ne pouvait faire mieux :

Les cocos tapaient sur la gueule des « bougnoules » pour essayer de grignoter quelques voix que des petits salauds de fascistes implantés dans leurs fiefs tentaient de leur chiper, en menant campagne sur le thème « Halte à l'immigration sauvage ».

A droite, on tapait sur les communistes en versant des larmes de crocodiles sur les immigrés. Même que Stoleru qui ne manquait pas d'air voulait porter plainte après le coup du bulldozer.

Le grand parti frère, lui n'intervint pas. M. Brejnev ne voulait peut-être pas compromettre les chances d'un règlement pacifique entre prolétaires. Somme toute une histoire d'ouvriers entre eux. Alors pas d'ingérence ! Surtout n'allez pas faire de rapprochement avec certains événements qui se déroulent en ce moment dans un certain pays. Mais curieux quand même cette prédilection qu'ont Marchais et Jaruzelski pour les engins chenillés non ?

Sans céder à la parano, il faut bien admettre que les intentions sont les mêmes. La suite n'est qu'une question de degrés. De Vitry à Varsovie, à chacun son char !

Farid Aichoune.

Hommage à Franz Fanon

Il y a vingt ans, Frantz Fanon s'éteignait dans un hôpital aux Etats-Unis, atteint par le cancer, un certain 6 décembre 1961.

Sans Frontière, en hommage à l'homme et au militant du Tiers-Monde, publiera à la fin du mois de décembre un Spécial Fanon. Cinq thèmes figureront dans ce dossier.

Le premier traitera du militant, avec des témoignages personnalités qui l'ont connu à cette époque et en particulier des militants du FLN Algérien.

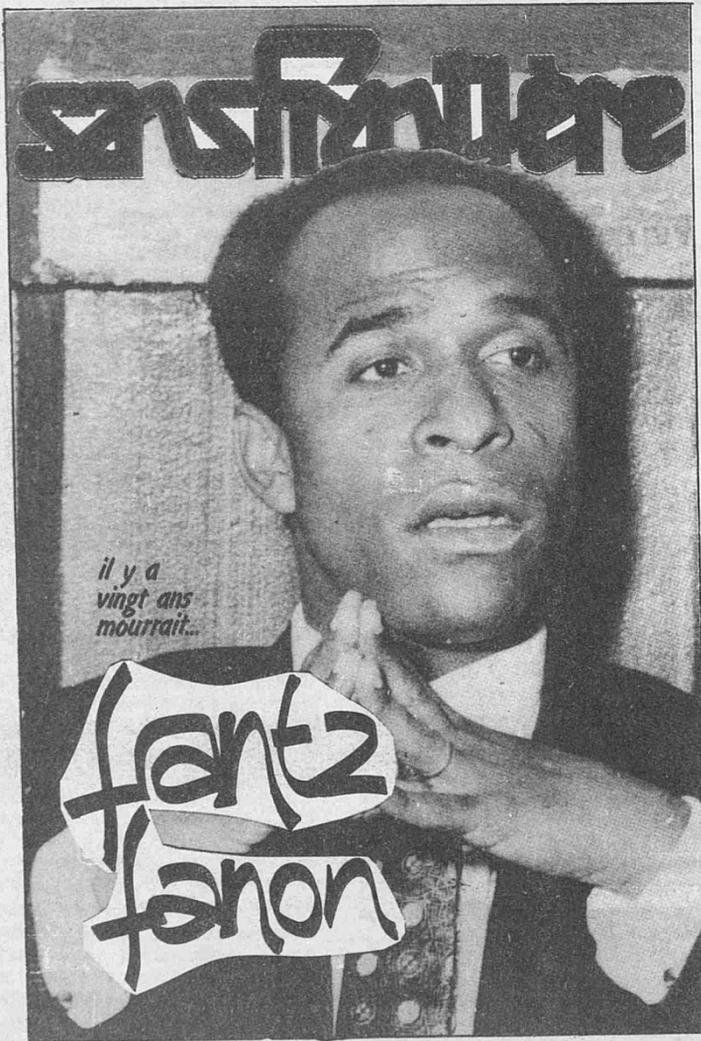
Une série de témoignages sur l'homme nous permettront de mieux appréhender la personnalité de Fanon.

Le troisième thème se situera autour des Antilles, et comment les Antillais ont vécu Frantz Fanon, un des leurs...

On parlera bien évidemment de Fanon et de la gauche Française, tant ce problème a été occulté, et il n'est qu'à remarquer qu'aucun organe de presse en France, de gauche ou de droite n'a rappelé le vingtième anniversaire de sa mort (jusqu'à présent).

Dans le dernier thème de ce dossier, nous aborderons l'oeuvre de Fanon et son apport à la psychanalyse.

Sans-Frontière



jeunes

En ce moment, des milliers de jeunes Algériens nés en France après 1963 apprennent avec « stupeur » qu'ils sont français. L'administration leur dit qu'ils sont français, comme ça, sans qu'ils en aient été informés et sans leur avoir demandé leur avis. Cette situation devient vraiment inacceptable, surtout que les jeunes Algériens entendent bien encore avoir le libre choix de leur nationalité.



La nationalité des enfants d'immigrés

C'EST A NOUS DE CHOISIR

C'est d'autant plus intolérable qu'ils risquent un « beau jour » d'être appelés sous les drapeaux français. C'est tellement absurde que ça en devient grotesque.

Mais que signifie donc pour un jeune algérien de faire son service militaire en France ? Bien souvent les jeunes immigrés ne se reconnaissent ni dans leur pays, ni dans la France. Pour la plupart, nous n'avons pas de « patrie », nous n'avons pas à faire notre service militaire où que ce soit. Après tout ce qu'on « bave » il faudrait encore voir comment fonctionne les racistes anti-immigrés, dans nos pays et surtout ici, de l'armée (entre autres, les anciens d'Algérie ...).

Que des jeunes immigrés choisissent la nationalité française et fassent leur service militaire, à la rigueur ils l'ont voulu. Mais sans qu'on nous ai demandé notre avis, de se retrouver français et d'aller faire le service militaire, c'est vraiment pousser la plaisanterie un peu loin. On a vécu des choses pas gaies d'ailleurs en tant qu'immigrés, mais là, c'est trop !

Tous les jeunes nés en France ont le choix avant 18 ans de décider de leur nationalité (mais comme la plupart d'entre eux ne le savent pas, ils se retrouvent français sans en être informés).

Toujours est-il que quand ils le savent ils peuvent choisir ... mais les jeunes algériens nés après 63 en France, eux, ne le peuvent pas ! L'article 15 des droits stipule « tout individu a droit à une nationalité, ni du droit de changer ». Toujours est-il que quand ils le savent ils peuvent choisir ... mais les jeunes algériens nés après 63 en France, eux, ne le peuvent pas ! L'article 15 des droits stipule « tout individu a droit à une nationalité » et que nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité » a l'air vraiment dérisoire dans ce cas ...

Devant cette situation inacceptable notre rôle est d'abord d'informer les jeunes immigrés sur les problèmes de nationalité. Mais informer, par rapport aux jeunes algériens nés après 1963 par exemple, c'est dérisoire. Nous

devrions mener une lutte pour que les jeunes immigrés aient le libre choix de leur nationalité.

- Dans l'immédiat nous demandons que les jeunes qui sont devenus français sans en être informés ne soient assujettis au service militaire,

- nous exigeons que l'administration informe par courrier personnalisé au moins 1 an à l'avance, tout jeune immigré (e) susceptible de devenir français automatiquement, s'il ne se manifeste pas avant ses 18 ans.

- Pour les jeunes algériens nés après 1963, nous exigeons l'annulation de la législation qui les fait devenir français automatiquement.

La FASTI va intervenir auprès du Ministre de l'Intérieur pour que les jeunes immigrés puissent avoir le libre choix de leur nationalité. Les associations doivent à leur tour intervenir auprès de ce ministère pour exiger ce libre choix. Mais c'est surtout, à nous jeunes immigrés, de prendre ce problème en charge, de chercher ensemble les moyens pour faire respecter notre choix sur la nationalité que nous voulons prendre. Il faut que s'établisse une coordination entre les groupes de jeunes immigrés pour voir ce que l'on peut faire ensemble.

Dans le document qui suit, nous reprenons la législation sur la nationalité, cas par cas. Nous avons essayé dans cette « jungle juridique » de ressortir le plus simplement possible les divers cas. Ce

document, nous l'avons conçu comme une base pour une information directe vers les jeunes immigrés, les premiers concernés.

SI TU ES ALGERIEN

1) Cas des Algériens nés en France après le 1er janvier 1963

Si tes parents sont tous les deux nés en territoire français (c'est à dire en France ou en Algérie sous la colonisation) tu es français. Sans pouvoir refuser la nationalité française.

- Si l'un de tes parents n'est pas né en territoire français (ni en France, ni en Algérie « française ») tu es français. Mais tu peux refuser la nationalité française durant les 6 mois avant d'avoir 18 ans.

Par contre, si l'un de tes parents qui n'est pas né en territoire français, est depuis devenu français, tu as perdu le droit de refuser la nationalité française.

2) Cas des Algériens nés en Algérie après le 1er janvier 1963 mais vivant en France.

• Si tes parents sont algériens pas de problème tu es algérien.

• Si ta mère ou ton père est français (e) tu es français.

• Si tu es français parce que tes parents sont nés en territoire français ou si tu es devenu français parce que l'un de tes parents est devenu français, tu peux garder la nationalité algérienne également, si tes parents t'ont inscrit au Consulat d'Algérie.

En France tu es français et en Algérie tu es algérien, mais en aucun cas, l'Algérie ne te reconnaîtra comme Français et inversement la France ne te reconnaît comme Algérien. En fait, tu as la double nationalité qui n'est pas reconnue de part et d'autre.

Il est question de négociation entre la France et l'Algérie pour résoudre ce problème (révision des accords franco-algériens)

• Si tu es devenu français par déclaration (naturalisation) ou par mariage et que tu n'as pas été au Consulat d'Algérie renoncer à la nationalité algérienne, pour ceux-ci tu restes algérien.

Dans tous les cas, tu seras appelé à faire ton service militaire en Algérie et en France.

Si jamais tu vas en Algérie, tu risques donc d'y rester (de force) pour accomplir ton service militaire ».

3) Cas des Algériens nés en France ou en Algérie (française) avant le 1er janvier 63.

• Si avant le 23 mars 1967, tu as choisi la nationalité française : tu es français.

• Si ton père a opté pour la nationalité française avant le 23 mars 1967, ou si ton père ou ta mère est devenu français (e) tu es français.

4) Cas des Algériens nés en France ou en Algérie (française) avant le 1er janvier 63.

qui ont donc aujourd'hui, tous plus de 18 ans.

• Tu restes algérien si tes parents le sont et si tu n'as pas réclamé (réintégré) la nationalité française avant 18 ans.

• Par contre, tu peux obtenir la nationalité par réintégration (puisqu'avant 63 tu étais français) ou par naturalisation.

Remarque :

Si tu es né en France et si tes parents sont étrangers, tu ne deviens pas français à 18 ans : si tu es né avant le 1er janvier 1963, tu es devenu (e) algérien(ne) avec tes parents et si tu es né après le 1er janvier 63, tu es français dès ta naissance.

(par contre, pour les autres nationalités, le jeune immigré né en France devient français s'il ne renonce pas à la nationalité entre 17 et 18 ans auprès du Tribunal d'Instance.)

Yves de La Haye et José Vieira de la FASTI

Eviter l'arbitraire

Le 11 novembre 1981, la CIMADE a envoyé une lettre à Monsieur Pierre Mauroy, premier ministre, afin de lui demander de régulariser tous les travailleurs immigrés clandestins qui auront déposé un dossier en Préfecture au 31 décembre 1981.

La CIMADE estime que tous ceux qui sont sortis de la clandestinité en déposant un dossier ont, de ce fait, manifesté leur désir de vivre et de travailler en France dans la légalité. Ils ont d'autre part posé un acte de courage et de confiance dans le gouvernement.

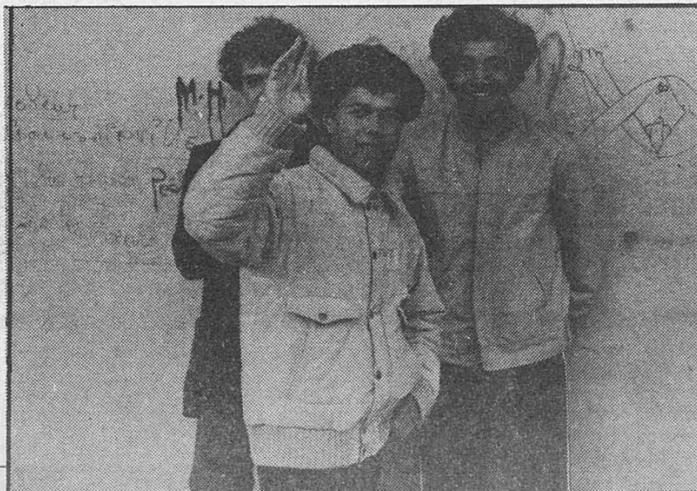
Pour la CIMADE, la régularisation de tous ceux qui auront déposé un dossier au 31 décembre 1981, sera le seul moyen d'éviter l'arbitraire et les injustices qui véritablement apparaîtront lors des décisions prises par les commissions départementales.

La Cimade

Sursis au 31 janvier

Faisant état du nombre « important » de travailleurs étrangers sans papiers n'ayant pas encore déposé une demande de régularisation à Paris et d'une « accumulation considérable » de dossiers, l'Union des Syndicats Parisiens-CGT estime que la date de clôture de l'opération de régularisation initialement fixée au 31 décembre 1982, devrait être reportée au 31 janvier 1983.

Dans un communiqué, cette organisation réclame l'embauche de personnels supplémentaires pour accélérer l'examen des dossiers déjà déposés et l'adoption d'un dispositif visant à « faire respecter par les employeurs, les mesures de régularisation » (AFP).



L'erreur est humaine LA PERSEVERANCE DIABOLIQUE

Si les français ont la mémoire courte, il n'en est pas de même de leur gendarmerie. Ainsi la Commission Nationale Informatique et Libertés révélait récemment que la Gendarmerie disposait de 200 à 250 millions de fiches sur les français, pour la plus grande part, illégaux et dont certaines, remontant à la période de l'occupation, faisaient état de l'origine juive des personnes concernées. Par ailleurs, certaines organisations (RPR, PCF) auraient un fichier qui permettrait d'envoyer une propagande adaptée aux citoyens d'origine juive.

Ces faits ont indigné, justement, les partisans de la liberté et ont attiré l'attention sur le « danger informatique ». Curieusement la CNIL qui s'est élevée en son temps contre l'informatisation des cartes d'identité des français a trouvé admissible celle des étrangers.

F.A. dans « Sans-Frontière » du 4 décembre 1981 attirait l'attention sur le problème du fichier et des cartes informatisées des algériens en France : en réalité, le fichier de tous les étrangers est informatisé pour 13 départements au moins.

Nous avons soulevé cette question lors d'une rencontre au Secrétariat d'Etat chargé des immigrés, début octobre. La réponse fut claire.

Le gouvernement n'aurait probablement pas pris l'initiative de cette informatisation, mais les choses étant engagées, il paraissait maintenant difficile de faire machine arrière.

Le gouvernement a entrepris de grandes réformes, serait-il incapable d'en réaliser de petites ? sous un tel prétexte, va-t-il continuer, accentuer le fichage des



étrangers ? laissera-t-il la gendarmerie fiché tous les français, avec des tiroirs pour les juifs, les musulmans, les francs-maçons... (il est vrai qu'avec le progrès, les tiroirs sont inutiles).

Nous avons touché, sur ce problème, des organisations qui prennent la défense des droits de l'homme ou des immigrés. Nous pensons que Sans-Frontière est bien placé pour tirer la sonnette d'alarme, susciter une rencontre, lancer un appel auprès de toutes les organisations, les personnalités éprises de liberté pour envisager collectivement la manière la plus

efficace d'enrayer cette opération.

A défaut, il faut savoir que quelles que soient les intentions, les déclarations des gouvernants, ces fichiers pourront, un jour, être utilisés. Depuis l'occupation des gouvernements bien différents se sont succédés à la tête du pays, aucun n'a détruit les fiches, personne n'a signalé leur existence.

Une réaction aussi large que possible est nécessaire, dès aujourd'hui pour faire le ménage, dans l'intérêt de tous, français et immigrés.

Paul Oriol
Commission Immigrés PSU

LE RACISME DANS L'ORNE A ENCORE FAIT SES PREUVES

Après Copernic, lors de la rencontre du 9-10-80 à la Préfecture, les Associations présentes s'étaient entendu dire que le racisme n'existait pas dans l'Orne.

Un an après, c'est à Flers de l'Orne que le racisme s'exerce.

Des familles françaises de confession islamique vivent depuis quinze ans à Flers, sans jamais avoir été intégrées à la vie sociale, de plus, plusieurs incidents ont confirmé le climat raciste qui y règne. 1976, un travailleur algérien restera paralysé à vie à la suite d'une agression raciste, un second est blessé.

La crise économique ne fera qu'accentuer cette atmosphère lourde de haine et d'incompréhension.

Le 10 mai, nous pouvions penser que les « chasses à l'Arabe » cesseraient, il n'en est rien, nous l'avons constaté.

Le 14-11-81, le jeune Ahmed Belkeur se voit interdire l'accès à la discothèque le « Mille-Pattes » fait courant quand l'on est maghrébin.

A quelque intervalle de là, il est sauvagement agressé par les

videurs de cette « boîte » ; deux de ses camarades vont prévenir le Commissariat de police, mais ce dernier n'a pas jugé bon d'intervenir. Hamed sera hospitalisé huit jours.

Le 21-11-81, un groupe composé des camarades d'Hamed se rendent au « Mille-Pattes » pour demander des explications. Les videurs sont doublés et pour la circonstance, exceptionnellement armés et renforcés par des chiens.

La Police, prévenue par le Gérant était là aussi aux côtés de la milice privée.

L'affrontement a lieu, personne n'aura cherché à l'éviter...

Les jeunes s'enfuient et la « chasse à l'Arabe » commence.

Des interpellations arbitraires sont faites puisque certaines des jeunes arrêtés n'étaient pas concernés par les événements de la soirée, si ce n'est par leur origine ethnique.

Tous les jeunes interpellés, sans exception, affirment avoir été victimes de violences physiques et d'insultes racistes.

Notons qu'aucun des videurs

armés qui avaient participé à la poursuite dans la ville, n'a été interpellé!!!

A l'issue du délai de garde à vue, six jeunes gens ont été écroués à la Maison d'arrêt de Caen.

Après avoir sollicité le Comité local du M.R.A.P., les jeunes Français-Musulmans et les Militants de ce Mouvement dénoncent :

- La pratique du taux de tolérance et du choix ethnique qui est fait à l'admission du « Mille-Pattes » ;

- L'existence d'une milice opérant en toute impunité dans le quartier du pont Féron à Flers ;

- Les violences policières qui semblent monnaie courante à l'égard des jeunes de Flers ;

- Les rafles au « faciès » après l'affrontement qui a eu lieu devant le « Mille-Pattes ».

Le Comité local du M.R.A.P. demande la mise en liberté immédiate des six jeunes gens écroués à la maison d'arrêt de Caen et informe la population de l'Orne que les conséquences pour leur vie professionnelle sont graves (licenciement).*

COLLOQUE AVEC OU SANS IMMIGRES ?

Du 7 au 11 décembre s'est déroulé à Rouen un colloque sur la formation, l'emploi et la place des immigrés en Haute-Normandie, à l'initiative AAFTE (association pour l'accueil et la formation des travailleurs étrangers) et avec la participation de M. Dussourd chargé de mission à la préfecture ainsi que des représentants de la réglementation et de l'ANPE et divers autres associations de soutien aux immigrés.

Le 8 décembre s'est tenue une table ronde consacrée à la formation, ou quelques participants se sont élevés contre le manque de choix dans la formation offerte aux étrangers et qui sont cantonnés seulement dans les travaux pénibles.

Le 10 décembre c'est une table ronde consacrée à l'emploi, où il a été dit que la population immigrée était touchée à 50 % par le chômage et que dans cette population au chômage 30 % étaient des maghrébins.

Et enfin, le 11 décembre a eu lieu un grand débat, ou qui se voulait comme tel, consacré à la place des travailleurs étrangers dans la région.

En réalité, ce débat a encore tourné autour de la formation de l'emploi et des régularisations de sans-papiers ou les représentants de l'administration se sont évertués à assurer, en affirmant solennellement qu'il y aura plus d'expulsion et que tous les cas de régularisation seront examinés avec bienveillance.

Le chargé de mission, s'est plaint à plusieurs reprises du manque d'interlocuteurs valables avec qui il pourrait établir le dialogue. Et là, un problème délicat a été écarté ou simplement évoqué à demi-mots : c'est celui de la représentation des immigrés.

Doivent-ils être représentés par les Associations dans lesquelles où ils ne sont pas ou par eux-mêmes par le biais d'associations à 100 % immigrées qu'ils leur appartient de créer ?

Il est dommage que la question

n'ait pas été approfondie.

D'autre part, l'un des organisateurs m'a confié, que tous les élus et les patrons de la région ont été invités et aucun d'eux n'a jugé utile de se déplacer. Dans le domaine des absences, celle des principaux intéressés par ce colloque n'est pas passée inaperçue. Si les immigrés n'étaient pas très nombreux on a pu constater que ceux qu'on appelle la deuxième génération semble s'intéresser de plus en plus à leurs problèmes.

De ce colloque on retiendra, la division et le manque de cohésion et de cohérence qui existe dans le milieu associatif pour immigrés et d'autre part l'absence flagrante des immigrés eux-mêmes pour débattre de leur problèmes.

De plus, il faut regretter que le dernier thème de ce colloque, c'est-à-dire la place des immigrés dans la vie de la région ait été escamoté car cette place ne réduit pas seulement au travail et à la formation, il y a aussi la culture, les loisirs, le culte, la scolarisation etc... autant de problèmes qui n'ont pas été abordés.

Cependant, il faut encourager les initiatives comme celle de l'AAFTE si elles donnent réellement la parole aux immigrés.

Je terminerai par cette réflexion qui m'a été faite par un jeune maghrébin.

Pour lui, les français parlant le nom des étrangers ne sont que des coopérants qui essaient de transmettre un message paternaliste.

Mohamed. H.

JOYEUX-NOEL

700 résidents d'un foyer d'immigrés n'ont pas reçu la visite du père Noël mais presque. Ils viennent de recevoir un cadeau de la part du gouvernement qui a renoncé au recouvrement des sommes dues au 1 mai 1981.

Cette mesure a été annoncée par M. François Autain, notre cher secrétaire d'Etat des « immigrés », lors d'une table ronde présidée par les sénateurs Dreyfus-Schmidt (PS/Belfort) créée en vue d'aboutir à une solution aux problèmes des foyers.

Selon le Secrétaire d'Etat, cette mesure qui concerne une somme de 15 million de Frs, a été prise dans

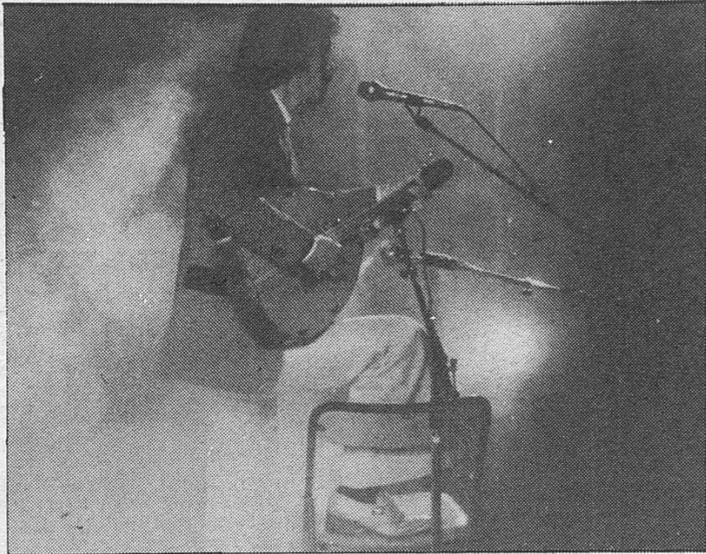
un geste d'apaisement destiné à rétablir un climat de confiance et de conciliation. Le gouvernement s'est engagé à « prendre en charge » le manque à gagner des organismes gestionnaires dans le calcul des aides qui leur sont attribuées.

Les sommes dues entre le 1 mai 1981 et 1ER JANVIER 1982, le remboursement sera exigé des résidents, qui se verront octroyer le statut de « locataires », sur la base des tarifs en vigueur au 1er août à condition que ces arriérés résultent d'un conflit collectif.

Le plan de rattrapage sera fixé par les organismes gestionnaires, a déclaré M. Autain.

J'AIME LA MUSIQUE CELTIQUE ET L'OPERA ...

Ahmed est l'auteur de la musique du film vidéo : C'es Madame la France que tu préfères ?. Il a 20 ans. Il est musicien amateur et étudiant en langues. Fou de guitare, il raconte comment la musique est venue à lui. Il a le regard vague et précis à la fois. C'est peut-être pour cette raison qu'il rêve d'un pays de brume... l'Irlande.



Mes parents sont venus de petite Kabylie, du côté de Sétif. On est tous nés en France. On est cinq. Pour le film, on a changé les prénoms. On a joué tous les cinq. Mes parents ont vu le film. Ils étaient contents. Ils voyaient qu'on avait fait quelque chose.

Mon père est allé à l'école coranique, là-bas, il a appris le

Le trésor des Touaregs

Un habitant de Salon de Provence, qui avait frauduleusement rapporté en France des bijoux en argent trouvés en Algérie, et un Avignonnais à qui il les avait confiés, ont été identifiés par les douanes d'Avignon et le « trésor » saisi.

En août dernier, l'habitant de Salon, sur des renseignements recueillis auprès d'un vieux travailleur immigré qui affirmait connaître le lieu où était enfoui un « trésor des Touaregs », se rendait dans la région de Constantine ou, au pied d'une falaise, il détériorait effectivement des bijoux en argent.

L'ensemble, constitué de 65 pièces, comprenant bracelets, pendentifs, boucles d'oreilles et colliers, de facture barbare et marocaine, évalués à 70 000 F, pesait près de neuf kilos.

Il parvenait à rapatrier son butin en trois lots, l'un expédié par colis postal, un autre ramené dans ses bagages comme bijoux de pacotille, le reste du trésor parant son épouse, d'origine musulmane. A son arrivée à Marseille il tenta de vendre les bijoux pour cinq mille francs mais ne trouva pas d'acheteur.

Il confia alors le trésor à son ami avignonnais qui n'observa pas la discrétion de rigueur en pareil cas et l'affaire du trésor des Touaregs parvint à la connaissance du service des douanes. Après enquête, les douaniers d'Avignon sont parvenus à identifier les deux hommes.

Tous deux son passibles d'une amende dont le montant peut atteindre jusqu'à quatre fois la valeur des bijoux.

français ici. Ma mère est analphabète, mais elle sait se retrouver dans le métro je ne sais pas comment. Elle se débrouille. Elle fait des ménages. Elle a commencé à travailler quand j'avais 12 ans. Avant on vivait dans une pièce en face de la Mosquée de Paris. Après on est allés en cité Porte de Vanves.

Les français s'en vont.

Je suis algérien. Je garde ma nationalité. J'ai été appelé par l'Algérie pour mon service mais je fais des études. J'ai l'impression que je n'appartiens ni à l'Algérie, ni à la France.

J'aimerais aller en Irlande

Je parle français et Kabyle. J'ai fait un an d'arabe à Censier. J'aimerais aller en Irlande. C'est là-bas que j'ai envie d'aller. C'est calme. J'aime pas le soleil. Là-bas il n'y en a pas. La campagne j'aime bien. Je suis allé en Algérie en vacances dans le village de mes parents. On travaillait pour les moissons, j'aimais bien. J'ai pensé retourner en Algérie pour y vivre, mais après mes études. Je crois que mes frères pensent comme moi. Ils voudraient aussi aller en Algérie. La question des papiers, je m'en fous. C'est ce que je sens qui est important.

C'est en Irlande que je voudrais aller. J'aime la musique Celtique, le paysage, la brume. Les gens je m'en fous, c'est pas ça qui compte. Je les connais pas. Dans la musique Celtique, j'entends des dérivés de thèmes orientaux. C'est peut-être ça qui m'attire.

Dans une colonie de la ville de Paris, un moniteur chantait souvent avec sa guitare ça m'a plu. Des amis du lycée m'ont fait entendre de la musique. Ils avaient des chaînes, des disques. J'écoutais beaucoup de rock, du hard-rock. J'aime pas la variété. J'ai découvert la musique classique par un copain, il n'y a pas longtemps. C'est le baroque que j'aime. Bien sûr, côté chanteurs j'écoute Renaud, Lavilliers, un chanteur irlandais aussi. J'aime les chanteurs d'opéra, maintenant.

Un jour, mon père m'a rapporté une guitare cassée

la guitare, j'ai appris tout seul. Je ne connaissais rien. Je suis parti des accords de base. Je travaillais au magnétophone. J'enregistrais tout ce que j'aimais et je jouais.

Ça a marché. J'ai joué avec d'autres qui m'ont appris. Je n'ai jamais pensé qu'on pouvait aller au Conservatoire Municipal sans payer pour apprendre la musique. Et puis, je n'aime pas faire des démarches.

Mon frère a appris la guitare lui aussi, avec moi. C'est mon père qui m'a rapporté ma première guitare. Il est éboueur. Il en a mis une de côté pour moi. Il me l'a un peu réparée. J'ai joué avec avant de m'en acheter une. Maintenant j'ai deux guitares, deux ampli, c'est des occasions. J'ai travaillé pour me les payer. J'ai été coursier pendant les vacances. Mes parents, je ne leur ai jamais dit le prix. Ils ne me demandaient pas d'argent quand j'en gagnais. On jouait dans la maison, dans notre chambre. Si je dis à mon frère d'écouter du classique il va rigoler. Je ne vais pas tellement aux concerts rock. Tout le monde est manipulé là-dedans. Je ne vais pas en boîte non plus même pour des groupes de rock. Le jazz j'irais plus facilement.

Une fois j'ai vu une annonce. On demandait un guitariste. J'ai joué avec ce groupe rock amateur dans un local de MJC. Il n'y avait pas de fille dans ce genre de groupe et j'étais le seul arabe. C'est toujours de la musique occidentale. Pourtant j'écoute aussi les chanteurs arabes, égyptiens. Quand mon père m'a donné la guitare il a eu peur que j'abandonne l'école.

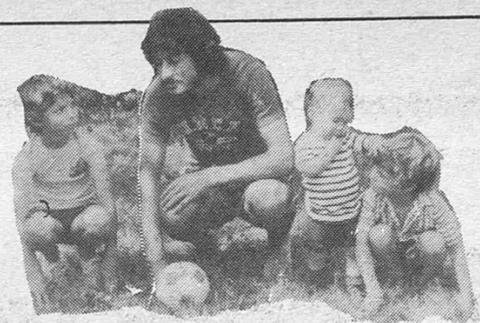
C'est grâce à mon père qu'on a réussi à continuer le lycée. Il s'est toujours occupé de nous. Il était là, il vérifiait, même s'il ne pouvait pas nous aider dans le travail scolaire. Au lycée je me rappelle, sur la fiche pour profession du père, je mettais la main pour cacher. Mon père m'a dit de mettre - ouvrier saisonnier - Mon père nous disait que son travail était dur.

Il voulait qu'on se débrouille, qu'on continue nos études. J'avais pas honte du travail de mon père, ni de celui de ma mère. Je savais qu'ils n'avaient pas choisi.

Mon père ira en Algérie dans la maison de la famille. Avec ma mère sans doute, quand il sera à la retraite. Moi je veux continuer dans la musique.

Propos de Ahmed Belghoul recueillis par Lefla Sebbar.

sport



Boxe :

Le K.O de M. Konate contre A. Lujusa

Le poids lourd Malien Mary Konate a pris sa revanche sur le Zaïrois Lujusa Aly en le battant par K.O. à la 5ème reprise d'un combat prévu en dix, mardi soir au stade Mamadou de Bamako, devant environ dix mille spectateurs.

Konate, 30 ans, qui est installé en France, avait été battu en septembre 1979 par le Zaïrois. Le boxeur Malien compte maintenant à son palmarès 7 victoires (toutes par K.O) et 2 défaites contre 15 victoires (dont 10 par K.O) et 3 défaites à son adversaire malheureux.

En préliminaire de ce combat, dans la catégorie des super-welters, le Malien Aliou Diarra s'est imposé aux points en 6 reprises face au Sénégalais Mamadou Sow-Gueye. (AFP)

Athlétisme

Aouïta la gazelle

L'histoire retiendra la victoire du marocain Saïd Aouïta dans la course des As du 21è cross du Figaro ce dimanche 18 décembre 1981. Il aura été le premier étranger à s'immiscer dans le palmarès de cette épreuve qui n'accepte les étrangers que sous réserve d'être licenciés dans un club français.



La résurrection

Ca y est ! Depuis sa rentrée triomphale le 14 décembre 1981 (nette victoire aux points sur O'Dell Léonard), Loucif Hamani a retrouvé son image de marque.

En effet un organisateur parisien, Jean Pons, va mettre sur pied un match qui devrait faire sauter l'hippodrome de Pantin. Loucif Hamani, Louis Acariès.

Loucif après un succès retentissant a rappelé « qu'il n'était pas fini » et qu'on pouvait compter sur lui comme tête d'affiche.

Louis Acariès, passé maintenant dans la catégorie supérieure, à savoir celle des moyens, arrive des Etats-Unis où il a suivi une longue préparation, et on le dit désormais fin prêt à boxer dans la catégorie dite reine.

Jean Pons compte donc mettre sur pied ce combat dans les plus brefs délais. Mais avant cela, nous aurons l'occasion de voir Hamani et Acariès sur la même affiche dans des combats de préparation. Une belle occasion pour nous de comparer les deux futurs adversaires.

Hamani - Acariès sera un combat de la passion, tant il est vrai que les supporters des deux boxeurs sont des inconditionnels. Ce combat se déroulera certainement à guichets fermés, ce qui arrondirait sérieusement le capital bourse de deux protagonistes.

Un spectateur attentif suivra cette rencontre. Il s'agit de l'espoir gitan Frank Winterstein, certainement futur adversaire du vainqueur de ce combat.

Affrontement entre deux mondes

Après six mois de négociations, le combat des deux meilleurs poids lourds mondiaux aura enfin lieu le 15 mars 1982 entre un noir (Holmes) et un blanc (Cooney).

12 mai 1981 : l'Amérique blanche retrouvait espoir ; en effet l'Américano-Irlandais Gerry Cooney, classé n° 3 dans la catégorie des poids lourds, surclassait Ken Norton par Ko après 53 secondes de combat. Il devint ainsi le plus sérieux espoir blanc dans cette catégorie depuis Rocky Marciano.

Mais pour faire l'unanimité autour de son nom, Cooney devra affronter le champion du monde en titre, le noir Américain Larry Holmes. Holmes, tombeur de Mohamed Ali, a défendu son titre onze fois. Il reste d'ailleurs vaincu après 42 combats.

Saïd Aouïta est sociétaire du CMS Marignane depuis lundi 14 décembre... 1981, ce qui lui permit donc de participer à cette course. Déjà champion du monde juniors sur 1.500 m, Saïd a su allier la vitesse et l'endurance. Pourtant la course était loin d'être facile pour le jeune marocain, tant il y avait du beau monde parmi les concurrents. Jugez donc : Redouane Bouster, Jacky Boxberger, Levisse etc...

Mais dès le départ, Aouïta s'accrocha et ne se laissa pas semer par les vedettes sus-citées. Il s'accrocha surtout aux pointes de Bouster que l'on disait en super-forme, ce qu'il prouva d'ailleurs, car après les trois-quarts de la course, il se débarrassa de tous sauf de... Aouïta. Bouster multipliait des démarrages, mais sans succès. C'est Saïd qui déclencha le sprint final comme un vrai miler. Il laissa Bouster à deux secondes, qui n'en croyait pas ses yeux, lui qui avait dominé les meilleurs crossmen français présents. Les spectateurs s'étaient époumonnés pour Redouane, mais la gazelle marocaine était la plus rapide, et bouleversa les pronostics dans le cross des As.

13 mai 1981 : Le « combat du siècle » selon le jargon pugilistique en vigueur, devenait inévitable. Les organisateurs se jetèrent alors sur cette affiche alléchante ! Un blanc contre un noir en championnat du monde des poids lourds, pensez-vous ! Une telle affiche devrait faire sauter la banque des enchères et des recettes.

C'est ainsi que Don King, le célèbre organisateur, annonça que Holmes - Cooney était enfin conclu pour le 15 mars 82 à Las Vegas. Les deux boxeurs empocheront la bagatelle de 10 millions de dollars chacun.

La suprématie des noirs chez les lourds n'est plus à démontrer tant elle est indiscutable, mais Cooney pourra-t-il y porter un coup d'arrêt.

Hocine.

afrique



En tout cas, parmi les personnes actuellement sous les verrous figurent de nombreux étudiants et enseignants, mais aussi de jeunes cadres rentrés récemment au Gabon et quelques personnalités telles que : MM. Nzogué Nguéma (recteur de l'université qui se voit remplacer par M. Biffo), Jules Mba (ambassadeur du Gabon au Caire), Jérôme Nguimbi (député du parti unique), Moubamba Nziengui (conseiller à la présidence). On croit également savoir que deux coopérants français auraient été expulsés Manu Militari par les autorités. Par ailleurs, toutes les personnes qui tentèrent l'année dernière d'animer localement une section d'Amnesty International, M. Ondo notamment, sont étroitement surveillées. Il en va de même pour certains ministres, ceux appartenant à l'ethnie Fang de l'estuaire en particulier, qui, bien que n'étant pas encore inquiétés, sont plus ou moins soupçonnés d'être de connivence avec les contestataires. Des enquêtes discrètes, a-t-on appris de source sûre, sont menées sur leurs activités, par exemple sur la nature des liens qu'ils entretiennent avec M. Jean Hilaire Aubame, principal leader politique gabonais du temps de la décolonisation et ami de plusieurs dirigeants du Parti Socialiste Français.

Toutes ces mesures sont liées aux différentes manifestations qui ont eu lieu à la fin du mois de novembre à Libreville ; manifestations qui furent accompagnées d'une abondante distribution de tracts dénonçant les tares du régime et réclamant l'instauration de la démocratie. Le président Bongo qui s'est remis de son opération chirurgicale effectuée dans la deuxième quinzaine de novembre par une équipe de chirurgiens venus expressément de France, a décidé, le 14 décembre dernier, de fermer l'université jusqu'à nouvel ordre. Ni les notables des différentes ethnies gabonaises convoqués au Palais début décembre, ni les autres émissaires gouvernementaux qui furent chargés de négocier avec les étudiants, n'ont réussi à ébranler la volonté de ces derniers en grève depuis le 5 décembre.

Les unités de police ont pris position aux abords du campus universitaire, en attendant l'épreuve de force au cas où les étudiants se montreraient plus remuants. Mais d'ores et déjà, même si les étudiants venaient à baisser les bras par peur de la répression, une chose paraît certaine : le mouvement de contestation contre l'équipe dirigeante a bel et bien pris racine au Gabon. Le comportement arrogant des

pontes du régime, l'arbitraire qui sévit dans le pays, le rôle hypertrophié des barbouzes au Gabon - devenue leur place forte en Afrique Sud Saharienne, tout ceci constitue la trame de fond des enjeux qui viennent pour la première fois de se manifester publiquement au Gabon.

« Le Gabon est un pays en plein développement économique, où les droits de l'homme sont pleinement respectés et où il n'y a pas un seul détenu politique ». C'était, on s'en souvient, le 21 septembre 1981. Ce jour-là, le président Bongo était certainement le seul à croire à ses

Le Gabon ou plutôt ... le Gabongo

A L'HEURE DE LA CONTESTATION OUVERTE

Depuis le 27 novembre, interpellations et arrestations à caractère politique se sont multipliées au Gabon. Alors que l'AFP ne parle que d'une dizaine de personnes arrêtées, d'autres sources - et toutes sont concordantes - font plutôt état de 200 à 300 arrestations. Quant aux autorités, elles attendent « la fin de l'enquête pour pouvoir dresser la liste des inculpés ».

d'attérir dans le petit cagibi où sont parqués « les indésirables », au mieux : de prendre le premier avion en partance. A moins qu'une personnalité ou un ami, venu l'accueillir, ne s'y oppose. Et encore...

Cette mésaventure, beaucoup d'africains qui sont allés rendre visite à leurs parents établis au Gabon, y compris même des haut fonctionnaires en mission officielle, l'ont plus ou moins vécue. « Dans ce pays, me racontait un jeune Béninois, être équato-Guinéen, Camerounais ou Béninois, constitue a priori un délit. La

Gabon en mai 1981, aient servi de prétexte à un pillage systématique. Tout cela sous le regard complaisant des autorités.

Malheureusement, pour les autorités, en dépit du fait que des Gabonais aient effectivement participé à la « chasse aux camerounais » en mai dernier, il s'est trouvé toute une frange de la population pour la condamner de vives voix et rendre le gouvernement responsable de tels actes. Car beaucoup d'entre eux assument de plus en plus difficilement ces pratiques xénophobes. Tant il est vrai qu'au

traficain étant de mauvaise augure. (En effet, la visite des quelques kilomètres qui constituent la ville de Libreville vous permet de découvrir tour à tour : l'Université Omar Bongo, le stade Omnisport Omar Bongo, le boulevard triomphal Omar Bongo qui vous mène tout droit au carrefour du 12 mars où trône sa statue, le lycée technique Omar Bongo et la maternité Joséphine Bongo qui se trouvent tous deux à Owendo. Le nom du président est partout présent. Les potins qui content à l'envie ses bonnes fortunes féminines, la télévision qui vous passe midi et soir ses images et sa pensée du jour, on en finit plus.

« Tout ceci aurait été sans conséquence si le Gabon, avec ses énormes potentialités, était géré, confiait un enseignant en juillet dernier. Or, le président a développé le népotisme à son niveau le plus intolérable, au point que sa famille et lui ainsi que des hommes appartenant à son groupe ethnique, « les batéké », se sont arrogés tous les droits. Faites un tour dans la ville et vous verrez que tel ou tel immeuble, telle ou telle boutique, clinique, ou affaire appartient à Madame ou à un proche du couple présidentiel. Les affirmations selon lesquelles la moitié au moins du centre ville est leur propriété sont certainement exactes ».

Une étude succincte de la répartition des responsabilités au niveau gouvernemental et au niveau des sociétés parapubliques les plus juteuses, montrent en effet qu'une large part du gâteau revient au membre de la famille présidentielle ainsi qu'aux ressortissants du Haut-Ogooné (région du président).

Un sentiment xénophobe bien entretenu

paroles. Tous les représentants de la presse qui se trouvaient dans la salle et qui l'écoutaient par politesse - le respect de la fonction oblige - savaient en tout cas à quoi s'en tenir. Le leader Gabonais, chacun le sait, n'a jamais été à une déclaration démagogique près. A preuve, il n'a pas fallu attendre trois mois pour que ses actes le dédisent. Voilà qu'aujourd'hui le CEDOC (sa police politique), avec tous les spécialistes français de la répression coloniale qu'il comporte, déborde d'activités. Interrogatoires, bastonnades, intimidations ont redoublé d'intensité dans les lieux appropriés, loin des centres de conférence et des hôtels qui ont abrité successivement, depuis le début du mouvement de contestation, les invités de l'ACCI et de l'UDEAC (1).

Curieux pays que le Gabon. Où l'aspect bon enfant cache tant et tant d'affaires sordides ainsi que des pratiques les plus insolites. Où, curieusement les européens sont les bienvenus, tandis que les africains non Gabonais sont taxés d'étranger et subissent quotidiennement de pires humiliations.

Tout africain qui débarque pour la première fois à l'aéroport Léon Mba est aussitôt confronté à ce sentiment xénophobe qui fait aujourd'hui la réputation du Gabon en Afrique et qu'affichent d'ailleurs publiquement les policiers de l'immigration dont le service dépend du CEDOC. Les formalités les plus tortueuses lui sont demandées dans une ambiance empreinte d'animosité : visa (peu importe s'il en est dispensé), certificat d'hébergement (même s'il compte descendre à l'hôtel), billet retour, but du voyage, etc etc... Tant pis pour celui qui ne répondra pas à ces exigences et qui ose rouspéter : il a toutes les chances

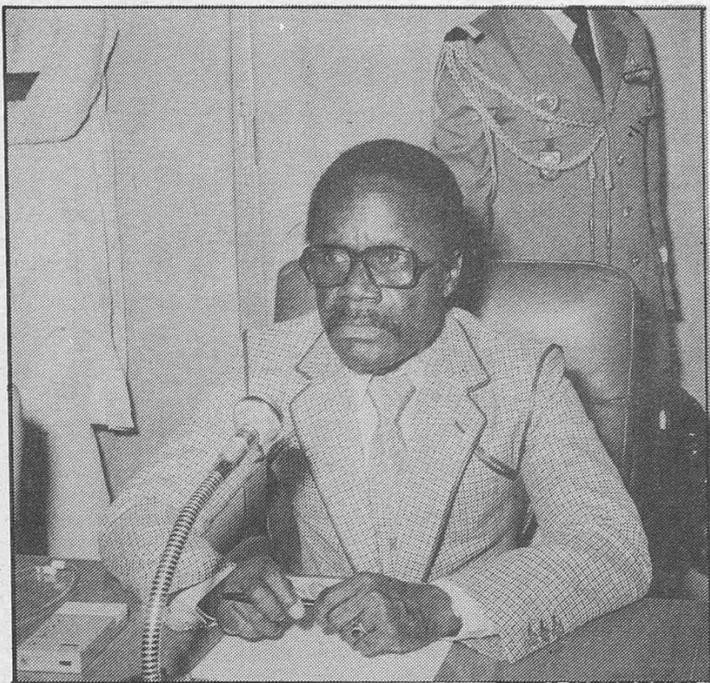
majorité d'entre nous étant des petits commerçants et chauffeurs de taxi, il arrive souvent que les Gabonais refusent de nous payer sans qu'ils ne soient inquiétés pour autant par la police. Si vous vous plaignez auprès de celle-ci, vous risquez au contraire de gros embêtements. Ce sont les policiers qui, les premiers, vous accuseront d'être dans leur pays pour le piller ».

Sciemment entretenu par les autorités, ce sentiment xénophobe sert en vérité d'exutoire à toute une population entretenue dans le mythe de la richesse de leur pays mais qui, jamais, n'en bénéficie. De sorte que la colère populaire, eu égard à la constante détérioration des conditions de vie, est toujours canalisée vers des victimes innocentes mais toutes désignées. Aussi comprend-on que l'expulsion des Béninois en Juillet 1978 et le départ forcé des camerounais du

Gabon, comme dans d'autres pays d'Afrique, les habitants n'ont pas gommé leur gentillesse et qu'ils ouvrent volontiers leur porte à l'homme venu d'ailleurs. De même ne supportent-ils plus, au regard des efforts qu'ils font pour subsister, qu'on les traite de paresseux ou de lymphatiques comme aiment à le faire tous ces vieux de la coloniale qui peuplent leur pays. Et, c'est sans doute parmi ces gabonais, que recrute ce mouvement de constatation apparemment décidé à en découdre avec le régime.

Parler de régime au Gabon, revient automatiquement à parler du président Bongo. Tout part de lui et tout ramène à lui. En quatorze ans de pouvoir du président Bongo, le Gabon semblait mûr pour devenir la république « Gabonaise » ; la proclamation de l'empire comme chez le voisin cen-





transféré ailleurs. Un tel, nommé ministre à 29 ans, se retrouve trois ans après propriétaire d'un hôtel particulier ayant appartenu au Compteur de Paris, moyennant 450 millions F. CFA. Tel autre, ancien ambassadeur et ministre depuis des années, ne se lassent pas de collectionner des appartements dans les quartiers cossus de Paris. Ainsi de suite. Quant au président et à sa famille point n'est besoin d'en parler. Pendant ce temps, à Akébé, Lalala, Likuala, Alibendeng, Yenessi, pour ne citer que ces quelques quartiers, les gabonais sont dans les taudis et doivent expier les fautes de leurs dirigeants en se soumettant au plan d'austérité imposé par le FMI. Dites vous bien qu'un jour, il va falloir qu'on vous dise où sont passés les milliards que nous payons aujourd'hui ».

Les mots d'ordre lancés par les tracts récemment diffusés à Libreville montrent que ce jour est estimé proche par les contestataires. Un point de vue que semblent également partagés certains « coopérants », parmi les plus sensibles à l'évolution de leur portefeuille.

Car, à bien des égards, ces événements sont perçus par eux comme un signe avant-coureur de la fin de l'ère du « Gabon de Papa ». Et à les entendre, le mouvement de contestation qui vient de se déclencher contre le régime Bongo paraît si profond et si bien pensé qu'on ne saurait le comparer à un feu de paille bien au contraire tout porte plutôt à croire qu'il s'agit là d'une action longuement mûrie par des organisateurs déterminés à

GABON...

Viennent ensuite les fidèles de tout temps qui tous, à l'instar du président, adhèrent à la franc-maçonnerie et auxquels s'ajoutent des hommes nommés conformément au dosage ethnique. Ce qui permet au pouvoir de voiler l'hégémonie régionale et familial qui le caractérise. Pourtant la province du Haut Ogooné est l'une des moins peuplées et des moins scolarisées du pays. Et une bonne partie de l'opinion semble reprocher au président de faire appel non pas aux cadres valablement formés du Haut Ogooné pour le seconder, mais à des « parachutés » incapables d'analyser le moindre dossier.

Jusqu'à ces derniers mois il est vrai, la machine-Bongo ne dérangeait apparemment pas les élites. Et pour cause. En bon parrain, le président Bongo s'est toujours intéressé de très près à la vie de ses filleuls. Il reçoit les confidences, reconcilie les ménages, vient en aide à celui ou à celle qui se trouve en difficulté financière. La mise à l'écart d'un ministre s'accompagne généralement par sa nomination à un poste honorifique « Commissaire politique », « Haut conseiller d'Etat », avec un salaire parfois supérieur. Quant à tous ceux qui se montraient insatisfaits de leur sort, par le jeu des cumuls, le pouvoir arrivait à se les concilier. Ainsi chacun avait-il l'impression de participer à la fête.

Seulement voilà. Depuis la crise financière aiguë qu'a connu le Gabon en 1979-1980, la remise en question des pratiques du régime devient courante. L'étalage des abus, le comportement arrogant des pontes du régime étaient de plus en plus ressentie comme une insulte. En 1979, déjà, le quotidien National « L'Union » dans un billet du jour ne manqua pas d'attirer l'attention des autorités, en écrivant notamment : « Il y a quelques chose qui m'a toujours épaté chez certains détournés de fonds : C'est l'impunité dont ils bénéficient. Non seulement, ils ne cachent pas l'argent qu'ils ont amassé à une vitesse supersonique, mais en plus ils en font l'étalage aux yeux de tous... Sur le bord de mer, il faut lire également les pancartes qui empêchent les pauvres Makay d'accéder aux plages pour pêcher ou se baigner : propriété de tel directeur général, de tel officier supérieur, de tel chef de service ».

La réélection du président Bongo en décembre 1979 fut d'ailleurs l'occasion pour de nombreux gabonais d'interpeller le pouvoir afin qu'il procède aux changements tant espérés. En vain. Au point qu'en l'espace de deux ans, l'impatience qui se manifestait çà et là s'est muée progressivement en mécontentement. Un phénomène que seuls les hommes du régime, par incurie ou par cécité politique, ont été incapables de constater.

Avec l'avènement de la Gauche au pouvoir en France, tout indique



que les mécontents sont décidés à radicaliser leur position. « Comment voulez-vous que l'Etat puisse fonctionner correctement, que l'image qui est celle du Gabon à l'étranger s'améliore, quand l'appareil étatique reste entièrement confié à des hommes sans scrupules et irresponsables », nous fit-on observer à diverses reprises en juillet à Libreville. Et un de nos interlocuteurs d'ajouter : « Ici, nous n'avons que des responsables qui passent leur temps à piller le trésor public et dont la principale occupation est de courir après les jeunes femmes en s'abreuvant à longueur de journées de « Gien-Seng », aphrodisiaques à la mode. Voici des années que l'on nous parle du Gabon comme étant l'un des pays les plus riches du continent. Le Gabon est riche et tous les gabonais le savent. Mais cette richesse folle, non maîtrisée n'a pas pénétré chez les gabonais. Tout a été

aller de l'avant.

Certes, jusqu'ici, le gouvernement contrôlait parfaitement la situation. Aussi rien ne permettait-il d'affirmer que ses jours sont comptés. Toutefois les jeux ne sont pas encore faits. Fort de l'appui inconditionnel de la France Gaulliste puis Giscardienne, le régime du président Bongo qui a su se doter par ailleurs d'importantes forces de sécurité avait toujours réussi à dissuader toute velléité d'opposition. Mais, aujourd'hui, le contexte a changé. Plus grave : le Gabon est devenu l'enjeu d'une bataille qui se mène en sourdine entre barbouzes officielles, et barbouzes parallèles et qui à terme ne peut ne pas être sans conséquence pour le régime.

Gilber Makaya

(1) Agence de Coopération Culturelle et Technique Union Douanière et économique de l'Afrique Centrale.

HASTA CUANDO, URUGUAY

Juan Pablo Schroeder est mort à Montevideo à l'aube du 24 novembre à l'âge de 62 ans. Il était père de sept enfants. Avocat éminent en Uruguay et en Argentine, spécialisé en droit international privé, il y fut Citoyen. Homme de religion, homme de droit, de convictions et d'amours. Pour les siens et pour sa patrie, comme il disait.

Il avait une certaine idée de l'Uruguay mais cette idée-là s'écroulait manumilitari devant ses yeux. Il en portait littéralement le deuil car il en souffrait. Il écrivit sa généreuse indignation. Par sa voix passait la somme de volontés de ce peuple tourmenté. La concorde nationale qu'il prônait pour son pays, et dont nous discutons souvent, doit se ressentir, je pense, de cette perte.

La République des militaires s'en prit à des membres de sa famille par la prison, la torture, l'exil et la mort. Il devint défenseur des prisonniers. En 1971, il mène une enquête sur une puissante opération de financement de l'Escadron de la mort et fait arrêter les policiers impliqués. Ses lettres ouvertes à la presse et à l'opinion furent une tribune de dénonciation des pratiques répressives, des mensonges officiels et de l'outrage aux libertés en Uruguay.

Lors des dernières élections au suffrage universel, il explique dans une lettre inoubliable son adhésion au Frente Amplio (Front Elargi) « nouvelle force qui telle une colonne imposante parcourt généreusement les chemins de la République. Dans la conjoncture actuelle - ajoutait-il - deux courants seulement s'opposent avec une générosité bien distincte : ceux qui se donnent totalement pour ceux qui n'ont rien et ceux qui jouent à ne rien perdre car ils en ont tout ».

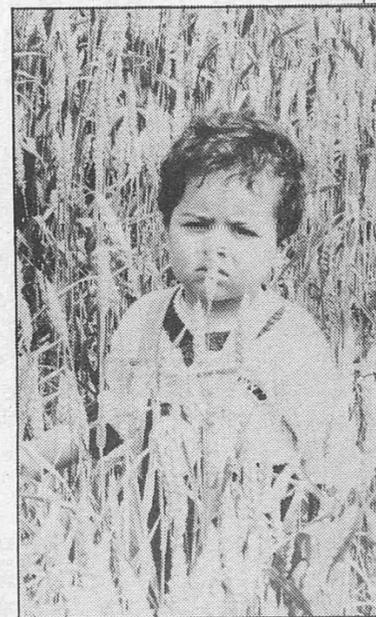
En avril 1972, son fils Gabriel fusillé par des officiers de l'armée et de la police, il s'adresse à l'Assemblée Nationale, plaidant pour le vote d'une amnistie politique sans restriction et la levée de l'état de guerre.

En 1976, sa belle-fille Rosario est assassinée en Argentine avec son compagnon et deux parlementaires uruguayens. Ses trois enfants, séquestrés, sont retrouvés vingt jours plus tard à la suite d'une dramatique campagne de presse dans laquelle M. Schroeder exigeait que lui soient rendus ces enfants « pour les éduquer dans l'amour de la patrie sans distinction de frontière entre la terre uruguayenne et argentine, et dans l'amour de tous les hommes, sans exclure ceux qui ont tué leurs parents ».

En 1978, une campagne lancée à Strasbourg et outre-Rhin réunit des institutions des droits de l'homme, des membres de l'Eglise et des personnalités du Droit pour le faire venir en Europe.

Il n'y eut pas de cérémonie d'adieu entre lui et moi. Proscrit

dans mon pays, j'étais exclu de son agonie, de sa mort, enfin de son enterrement lointain. Dans tout fait d'armes, depuis le commencement de la civilisation, la conscience universelle a exigé une trêve pour que les rites funéraires soient accomplis. Me voici exclu et des symboles et des rites que les hommes de toute époque et de toute société ont toujours respectés. Ils ont ainsi violé la déontologie de la souffrance. Ma détresse est infinie.



J'ai ausculté les philosophes sur l'insondable mort : ils m'ont dit cette peine ancestrale. J'ai voyagé vers les poètes : ils m'ont chanté la joie de l'existence, j'ai regardé la Nature : elle m'a promis l'épi de blé à l'été prochain.

Aux exilés éparpillés de par le monde, portant le sceau de l'exclusion, partageant pareille épreuve, je leur dis : Courage !

A celles et à ceux de toutes parts, secourus à l'annonce de cette nouvelle, je leur dis : Salut !

A celles et à ceux, porteurs de leur amitié et de leur tendresse à notre égard, je vous dis : Merci !

Ecoute-moi, France : j'aimais cet homme. Gustavo Schroeder, son fils exilé à Paris.

Gustavo Schroeder

A Paris, le 12 décembre 1981
jour de son anniversaire.

Je pars prochainement au Brésil. J'y vais à la rencontre de ma mère et de mes frères. L'opinion publique a déjà été alertée lorsque des compatriotes furent séquestrés en territoire brésilien par un commando uruguayen en 1979. Je demande aux autorités brésiliennes, au gouvernement français et aux Nations Unies de garantir ma sécurité et ma protection.

La stratégie sud-africaine

LE MEPRIS SUD-AFRICAIN DEVRAIT CONVAINCRE CEUX QUI DOUTAIENT ENCORE

Les multiples opérations militaires sud-africaines en Angola, au Mozambique, en Namibie, le putsch raté aux Seychelles, l'attentat à la bombe du 18 décembre à Salisbury indiquent la volonté du gouvernement sud-africain de maintenir de gré ou de force toute la région sous sa dépendance, par des expéditions « punitives », le terrorisme et les coups d'Etats.

L'enjeu se résume à empêcher la consolidation des Etats considérés comme radicaux et leur substituer des satellites prenant en charge la gestion des programmes néo-coloniaux par l'installation de groupes d'activistes opposés au « Communisme international » supposé transformer les Etats de la ligne de front en bastion soviéto-cubains.

Lorsque ce ne sont pas l'Unita de Jonas Savimbi ou le MNR mozambicain, alors interviennent des militaires sud-africains spécialistes d'activités de commando à l'israélienne qui opèrent dans l'anonymat à des fins de déstabilisation. L'affaire

l'initiative d'une recombinaison du paysage politique convenable à la maîtrise économique et militaire qui satisfasse ses objectifs en tant que puissance régionale.

Le Zimbabwe, par sa promiscuité et sa dépendance économique vis à vis de Prétoria constitue la cible privilégiée des projets de déstabilisation sud-africaine.

L'attentat à la bombe contre le quartier général du ZANU - Patriotic Front de Mugabé était destiné à décapiter la tête du parti qui préside aux destinées du Zimbabwe. C'est ce qui est apparu dans les conversations entre Machel et Mugabé lors de la visite officielle de ce dernier à Maputo le 20 décembre dernier : Machel estime que le plan

ou pour soutenir les mouvements de libération dans la région. Les élections qui ont porté Mugabé au pouvoir et les accords issus de la conférence de Lancaster house lui lient les mains et lui interdisent toute initiative qui pourrait lui retirer le soutien mitigé dont il bénéficie en Occident. Cette situation s'est révélée la plus embarrassante pour le plan expansionniste du gouvernement Botha et explique le choix d'actions terroristes.

Cette décision accrédite la thèse d'une victoire des idées de l'extrême droite sud-africaine, le Broeder, bond à l'intérieur du parti nationaliste décidé à en finir avec « l'ordre politique et socio-économique nouvellement établi au Zimbabwe ». Cette politique s'exprime d'une façon plus agressive en Angola où les armées sud-africaines prétextent des droits de poursuite contre l'A.N.C., dans le but de créer un état tampon dans le sud-angolais. L'utilisation de gaz toxiques lors des virulents combats dans la province de Cunéné, le renforcement des troupes sud-africaines à Xangongo, à Peu-Peu et à Ondjiva marque une nouvelle étape dans la stratégie sud-africaine.

Le ministre de la défense sud-africaine, le général Magnus Mallan, dans une conférence de presse en Namibie faisait le bilan militaire des forces de sécurité dans lequel il estimait à 1979, le nombre des guérilleros de la Swapo tués au cours des opérations en Namibie, contre 56 sud-africains plus 92 civils namibiens dont 62 par des mines piégées. Il concluait que l'Afrique du sud était capable de « continuer indéfiniment le combat contre la Swapo ». L'imminence de l'indépendance de la Namibie, ajoutée aux projets économiques des pays de la ligne de front tendant à quitter petit à petit les structures de domination de Prétoria, explique l'accroissement de l'agressivité sud-africaine. La tentative conjointe des Etats-Unis et de l'Afrique du sud d'éliminer la résolution 435 de l'ONU dans le conflit namibien impliquait un effacement physique total de l'élément Swapo avant les élections de 1982. Dans ces conditions il s'agit d'affaiblir militairement les mouvements de libération de l'Afrique australe, de déstabiliser les gouvernements dont les politiques contredisent les plans occidentaux dans la région. Sans la complicité ou la passivité du groupe de contact que l'Afrique du sud ne peut négliger au risque de s'aliéner ses principaux alliés, il n'y a pas de solution qui permette une issue néo-coloniale qui préserve les intérêts économiques et militaires de l'Occident dans la région. Les rapports de force qui s'instaureront au cours de l'année 82 décideront des conditions des négociations qui seront mises sur pied pour régler les conflits qui opposent l'Afrique aux parti nationaliste sud-africain.

Blaise N'Kjehoya

« NOUS SOMMES IMMIGRES DANS NOS PAYS, »

Après cinq siècles de colonisation, que reste-t-il des premiers habitants de Panama, les indiens Guayami ? Avec une population de 55 000 personnes, analphabète à 80 %, cette peuplade constitue un des noyaux de résistance indienne qui s'organisent à travers tout le continent, avec pour seul mot d'ordre : « Ne pas disparaître ».

Confrontés autrefois aux fusils, les indiens ont aujourd'hui un nouvel ennemi plus sournois et plus policé : il s'appelle « multinationale ». Enrique Montezuma, leader Guayami, est venu expliquer, au cours d'une conférence de presse, organisée le 21 décembre comment son peuple se trouve à nouveau menacé du cauchemard des mines.

Vous en avez entendu parler de ces indiens, qui mourraient par milliers dans les mines. Le génocide, on connaît, c'est du passé. Eh bien ; non ! Tant qu'il y aura des richesses sur cette terre et une main-d'oeuvre indienne à bon marché, qui empêchera un gouvernement et une multinationale de flairer la bonne affaire ?

Par malédiction, les indiens guayamis résident autour des mines de cuivre du Panama. Malgré la signature d'accords qui garantissent l'intégrité des terres, l'Etat s'estime unique propriétaire. Actuellement, le Rio Tinto Zinc, une multinationale britannique, 3è sur le plan mondial, jette son dévolu sur la « Montagne colorée », située dans la province Chiriqui, au coeur des terres Guayami. D'ici peu, cette montagne colorée deviendra noire (de mineurs), si personne ne réagit. Que craignent les guayami ? Peuple d'agriculteurs, ils sont menacés dans leur mode de vie communautaire et leur environnement écologique. Les seules garanties qu'ils réclament : un statut d'autonomie pour leur terre, la « comarca », territoire indien autonome.

En l'absence de ces garanties, la suite de la lutte qui oppose les communautés indiennes au gouvernement est prévisible. Rien d'autre qu'un scénario bien connu, celui des expulsions, de la prolétarisation et de l'exploitation des indiens.

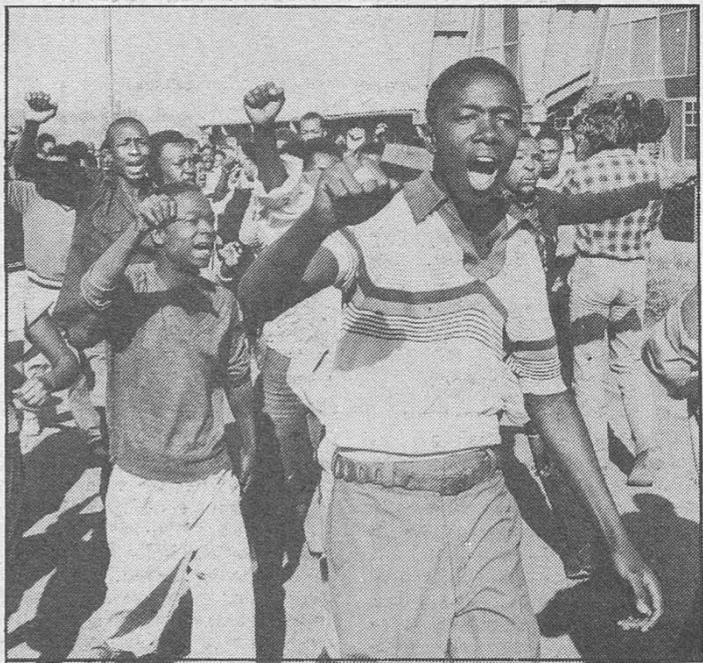
« Chez nous, sur nos propres terres, déclare Enrique Montezuma, nous sommes des travailleurs immigrés. En tant que tels, il nous faut lutter pour obtenir une scolarisation bilingue pour nos enfants, une structure médicale et la garantie de nos terres et de notre autonomie. Notre seule ambition, c'est la survie. Pour conquérir ce droit d'exister, nous demandons à toutes les nations de faire pression sur le gouvernement de notre pays ».

Des pressions comment, des pressions qui, pour les indiens, ce sont les organisations non-gouvernementales et non-politiques qui sont les mieux habilitées à défendre leurs droits. Appuyés par l'église, ils refusent d'être récupérés à droite comme à gauche.

On les comprend mais on peut craindre que la solidarité avec les indiens se réduise à une activité de « dames patronesses ». Car comment accepter la naïveté qui consiste à isoler ce problème d'une conjoncture internationale et d'une lutte globale ? Sans condamner les actions ponctuelles, il est difficile de concevoir la solidarité avec les autres peuples dans des conditions aussi restreintes.

On peut toujours rêver. « Nations indiennes, nations souveraines », vous vous souvenez ? C'était le titre d'un livre, des mots qui résonnaient comme une promesse ou une gageure. Des mots qui pour les Guayami et tant d'autres sont le nom de l'espoir.

Fabienne Messica.
Comité de Soutien pour les indiens des amériques :
3, rue Clavel 75019



seychelloise et la désinvolture du gouvernement Botha en sont l'illustration la plus récente : F.A. René, en demandant l'extradition des mercenaires responsables du putsch et la constitution d'une commission internationale d'enquête sous les auspices de l'OUA et au Conseil de Sécurité offert à Prétoria l'occasion de se disculper. Le refus et le mépris sud-africain devrait achever de convaincre ceux qui doutaient encore, de leur culpabilité.

Des sud-africains membres réguliers de l'armée ou des services secrets (INS) ont participé au putsch, ce qui accroît la suspicion qui pèse sur l'Etat sud-africain. L'intérêt d'une telle stratégie est inscrite dans les desseins du parti nationaliste qui entend garder

sud-africain vise à saper par le crime et la terreur, l'autorité des deux gouvernements par des actions de sabotages par le mouvement de résistance Mozambicain (M.N.R) dirigés par les sud-africains contre les ponts sur la Pungwé, des attentats à la bombe à Salisbury. Selon Robert Mugabé l'ennemi nous regarde à travers la même paire de jumelle et arrive à la même conclusion que nos deux pays doivent être déstabilisés par ses soins ; Là où nous cherchons à consolider le pouvoir du peuple, ils cherchent à consolider le pouvoir de la minorité ».

Le Zimbabwe est un pays enclavé économiquement dans l'Afrique du Sud ; il ne dispose d'aucune liberté de manoeuvre militaire pour faire front aux attaques sud-africaines

Publicité



ديوان الموانئ الجوية التونسية
OFFICE DES PORTS AERIENS DE TUNISIE

Chers compatriotes

L'OPAT vous souhaite une bonne et heureuse année et vous informe qu'il a désormais son service de transit pour vous assister auprès de la douane Tunisienne et ses services annexes.

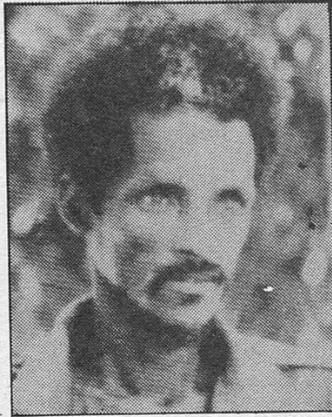
Pour tous renseignements
Service Transit (OPAT)
Aérogare Frêt
Tél : 28 75 22

OFFICE DES PORTS AERIENS DE TUNISIE

Après l'arrivée de l'OUA au Tchad

LES FAN SE RENFORCENT

Selon Edem Kodjo, la force interafricaine doit « maintenir la paix » et non « combattre des factions ». Le 20 décembre à Libreville, Goukouni estimait « inutile une force qui ne fait rien pour sauvegarder la sécurité et l'intégrité du Tchad ».



Dans une déclaration à la presse à Lomé où Edem Kodjo, secrétaire général de l'OUA, s'était arrêté pour des entretiens avec Gnassinbé Eyadema (Togo), il déclarait que la tâche de la force interafricaine avait été « clairement définie » : « de faire en sorte que la sécurité extérieure du Tchad soit sauvegardée » ajoutant textuellement « ce que les Nations Unies font ailleurs doit nous servir de leçon et d'expérience ». Les 2 000 hommes qui « seraient à pied d'oeuvre » sont encore incomplets mais E. Kodjo ne manque pas d'optimisme ajoutant avec flegme que l'OUA « fait de son mieux pour que ces forces soient sur le terrain le plus rapidement possible ». Sur le terrain dont on est revenu à la situation pré-libyenne : Hissène Habré a réussi 1) à reprendre pied dans l'est du pays ce qui lui permet de rester « un facteur avec lequel il faut compter » alors qu'il exclus du processus de réconciliation ; 2) son analyse de la situation lui a toujours fait dire que l'unité du GUNT pourrait voler en éclats en raison de son hétérogénéité idéologique, politique et régionale. S'il est encore prématuré de se faire un avis sur ce point, il reste néanmoins vrai que la coalition

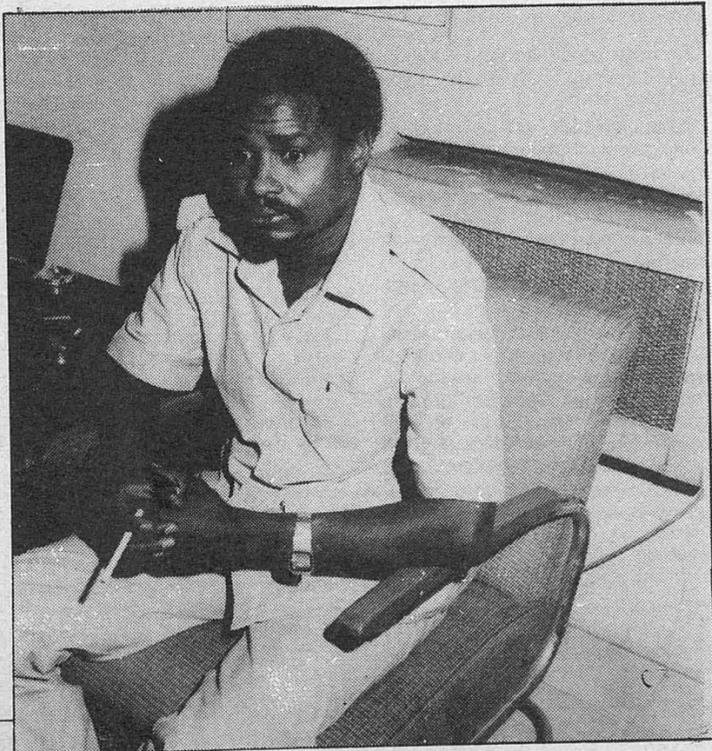
militaire CDR (ACYL AHMAT) - ANI (Armée Nationale Intégrée) s'est révélée incapable jusqu'à présent de stopper l'offensive des FAN. Répondant à l'accusation selon laquelle sa faction serait soutenue par les voisins égyptiens et soudanais, Habré affirmait qu'il s'était emparé du matériel militaire laissé sur place par les soldats libyens; par ailleurs, le témoignage de deux reporters photographes, J. Cl Criton (agence Sygma) et Tanguy Loyszance (Agence Moba Presse) à l'AFP après un séjour de 2-3 semaines dans la partie orientale du Tchad vient confirmer le recul des forces gouvernementales au prix de « lourdes pertes » humaines. On peut donc comprendre la visite récente du ministre tchadien de la justice, Kassiré Koumakoye en Egypte, au Soudan, et en Ethiopie : les deux 1ers pays cités seraient « maintenant convaincus de la légitimité du Gunt et de son président » et décidés de retirer tout soutien à la rébellion.

Dont acte ! Sur le plan diplomatique, la normalisation continue : Richard Salazar, fonctionnaire américain du département d'état (aff. étrangères) s'est entretenu au cours d'un séjour de 24h

à N'Djamena avec Yanglbert Passiri, secrétaire d'état aux affaires étrangères. Confirmant l'aide civile promise par l'administration Reagan, il a explicitement écarté l'hypothèse d'une assistance militaire à l'ANI ce qui n'est pas nouveau. Par contre Washington se propose de réouvrir une mission diplomatique à N'Djamena ce qui tendrait à faire croire que la Maison Blanche a définitivement reconnu le GUNT. Comment ne pas s'interroger sur le tableau de la phase actuelle ? La guerre a repris, l'OUA arrive à petite vitesse, la Lybie s'est retirée, mais rien n'a changé. Rien n'a changé pour ceux qui ont connu les gouvernements successifs de Tombalbaye et de Malloum en face de « la rébellion », tous deux dépassés, vaincus et exécutés par les factieux qui se disputent l'Etat en ce moment même ?

Goukouni Weddeye doit méditer sur la répétition de l'histoire. La souveraineté du Tchad lui échappe encore ; les déclarations d'Eden Kodjo à Lomé, sur le rôle de la force interafricaine tranchent sur la question centrale qui pèsera vraisemblablement sur l'issue à court terme de la guerre. « La défense de la sécurité extérieure » du Tchad peut et doit être comprise comme une traduction officielle de l'OUA de son interprétation du rôle de la force neutre : ce n'est pas une force combattante ; elle ne pourra ni s'opposer aux FAN éventuellement, ni défendre le GUNT. C'est la seule manière de « ne pas combattre les factions ». Cette déclaration de Kodjo a été faite à Lomé, capitale de l'état présidé par Eyadema, lequel n'a jamais fait mystère de sa non-reconnaissance du GUNT et de GOUKOUNI. Hasard peut-être mais hasard assez symbolique. La reconnaissance des USA n'est pas le gage définitif qui scellerait la disparition d'Habré, Israël en Irak, en Cisjordanie, au Golan ou en Arabie Saoudite, ne s'est pas aliéné son protecteur US. Dans ces conditions, on pourrait comprendre dans un angle nouveau le mémorandum tchado-libyen. « Une coopération » civile qui pourrait s'élargir si d'aventure « l'ennemi extérieur » s'avérait être la seule... Lybie.

Blaise N'Djehoya



Quand le steak dévore la forêt.

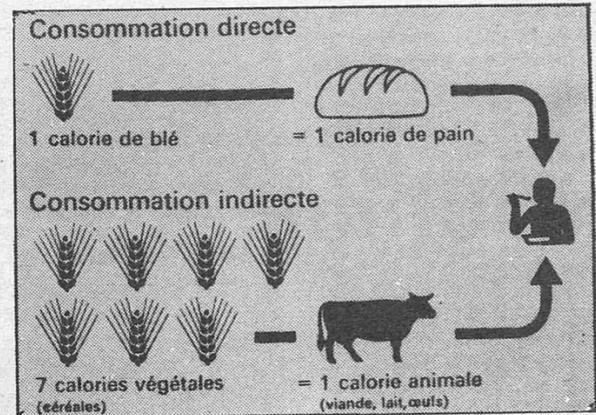
« Nous voulons faire en sorte que chaque habitant de notre planète puisse bien se nourrir ; nous voulons soutenir ceux qui, dans le Tiers-Monde, travaillent et s'organisent pour maîtriser leurs ressources et leur environnement ». C'est par ces mots que commence la présentation de la campagne lancée, en mars dernier, par Frère des Hommes et Terre des Hommes (en collaboration avec d'autres associations et mouvements), sur le thème : « Ici et là-bas, d'abord bien se nourrir ».

Le but de cette campagne est de montrer que l'échec du développement agricole dans les pays en développement n'est pas dû seulement à des facteurs internes, mais aussi à des causes externes, et notamment à une certaine forme de consommation dans les pays industrialisés.

Les exemples abondent, montrant que la sur-alimentation des pays développés (et surtout la sur-consommation de viande) se fait au détriment de l'alimentation des populations du Tiers-Monde (mais pour le plus grand bénéfice des trusts agro-alimentaires). Non seulement le système agro-alimentaire du Nord prive le Sud de ses ressources agricoles, mais encore il provoque des destructions parfois irréparables dans l'environnement. Un travail publié récemment par le quotidien italien

ans. Au Salvador, les 2 300 kilomètres carrés de forêt existant en 1961, ont simplement disparu ! Au Costa-Rica, la production de viande bovine a triplé pendant la période considérée, alors que la superficie forestière a diminué d'un tiers.

La corrélation production de viande/disparition de la forêt s'explique, elle aussi, par des raisons de rentabilité. Les trois quarts des pâturages et les deux tiers du cheptel bovin appartiennent au trust des « ranchers » qui cherche évidemment à réduire au maximum ses coûts de production. Or, il coûte moins cher de défricher de nouvelles superficies de forêt pour en faire de nouveaux pâturages que d'entretenir ceux qui ont déjà remplacé la forêt. L'extension des pâturages est alors inévitable, puisque, compte-tenu de la fertilité décroissante des sols, il faut, au bout de quelques années, de 5 à 7 hectares de pâturage pour élever un boeuf, contre un hectare seulement au début du cycle. C'est ainsi que cette logique du profit menace une des zones les plus riches du patrimoine forestier mondial : on a en effet recensé au Costa-Rica, par exemple, 8 000 variétés de plantes, 1 000 espèces d'orchidées et 758 espèces d'oiseaux, qui sont appelées à disparaître si la tendance actuelle de déboisement se poursuit.



« l'Unita », et réalisé par le professeur Roberto Marchetti (titulaire de la chaire d'écologie de la faculté de Milan), en apporte une confirmation dans le cadre de l'Amérique Centrale.

Le professeur R. Marchetti a étudié en les mettant en corrélation la production de viande bovine et le déboisement dans six pays d'Amérique centrale, sur une période s'étendant de 1961 à 1978.

Il est arrivé à la conclusion que la production de viande bovine est la cause de la disparition de milliers de kilomètres carrés de forêt tropicale, et que cela pourrait entraîner à long terme des conséquences écologiques graves pour toute l'Amérique centrale.

Selon les chiffres qu'il avance, la production de viande bovine dans les six pays considérés (Costa-Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama), a, de 1961 à 1978, fait plus que doubler, passant de 144 900 tonnes à 365 000 tonnes. Dans le même temps, la superficie couverte dans ces pays par la forêt tropicale tombait de 291 000 kilomètres carrés à 178 000 kilomètres carrés, phénomène qui va en s'accroissant au fil des

A quoi sert toute cette viande ? Elle est essentiellement vendue aux Etats-Unis, où le marché du « hamburger » et de la « fast food » en général représente annuellement un chiffre d'affaires de 5 Milliards de dollars. Les américains dévorent la forêt tropicale par steak interposé ! Le professeur R. Marchetti y voit un véritable « scandale social » : la consommation annuelle moyenne par habitant en viande est de 56 kilos aux Etats-Unis, de 26 kilos au Panama, de 15 kilos au Nicaragua, de 12 kilos au Costa-Rica, de 109 kilos au Guatemala, de 6 kilos au Salvador et de 5 kilos au Honduras.

La production de viande est un véritable gaspillage. En Amérique centrale, elle dévore la forêt. Ailleurs, elle consomme des céréales qui pourraient nourrir ceux qui meurent de faim : pour produire une calorie de boeuf, il faut dix calories de blé (contre une seule calorie de blé pour produire une calorie de pain). La prochaine fois que vous commanderez un steak-frites au restaurant, pensez un peu à tout cela.

Antitrust



vus par Peira Cava

Eaux profondes

DE Michel Deville avec Jean-Louis Trintignant et Isabelle Huppert.

C'est un très bon film. Solide et rigoureusement construit, ce qui en fait un tout, serré, dense.

Et surtout il y a les rapports, le rapport, devrais-je écrire, de ce couple diabolique qu'incarnent merveilleusement Isabelle Huppert et Jean-Louis Trintignant. Ces personnages jouent-ils vraiment ? On ne sait pas trop. Il est incontestable que, jusqu'au moment où elle lui « déclare la guerre », l'épouse et son mari sont complices dans ce jeu qui va très loin et dans lequel son rôle à lui est de faire fuir par n'importe quel moyen (on le verra, tous les coups sont valables et elle les accepte et même les estime à leur juste valeur) les éphémères amants de sa femme. Et ceci jusqu'au jour où, ayant, sur une idée, déclaré qu'il était un assassin, le mari le devient vraiment. Et elle « sait ». Elle est d'ailleurs la seule à savoir, mais elle ne veut plus de ce jeu-là ; elle veut faire « tomber » son tueur de mari. Mais son tueur de mari est plus fort qu'elle et continue à tuer en toute impunité et même avec la bénédiction de la « high society » de l'île anglo-normande où ils résident.

Alors, à la suite d'un dernier crime, l'épouse s'avoue vaincue, et semble - mais pour combien de temps ? - cesser d'être en guerre avec son diabolique époux.

Ici, j'ouvrirai une parenthèse : le brutal revirement psychologique de l'épouse pervertie et nymphomane passe difficilement. Il aurait fallu l'amener en douceur, le décomposer, comme si l'héroïne se l'expliquait à elle-même.

Voilà, vous savez tout, vous n'avez plus besoin d'aller au cinéma. J'aurais dû vous le dire au début : les critiques, ce n'est pas avant qu'il faut les lire, c'est après avoir vu le film.

Peira Cava

Croque la vie

de Jean-Charles Tacchella, avec Carole Laure, Bernard Giraudeau, Brigitte Fossey.

C'est un film pour rien. Enfin, pas tout à fait. Il a permis au réalisateur et aux acteurs de croquer quelques millions.

Le loup garou de Londres

de John Landis avec David Naughton

Ça fait peur par où que ça passe, malheureusement (ou plutôt heureusement pour le spectateur) ça ne passe pas.

Pour une nouvelle poésie d'Afrique noire

Une approche modeste...

L'Afrique culturelle actuelle hérite de trois traditions : la culture négro-africaine traditionnelle, la culture arabo-islamique et les culture occidentale. La première correspond à la culture de l'oralité, la seconde s'inspire des principes et des préceptes de l'Islam et la troisième, par mimétisme, peu ou prou, copie la culture des ex-métropoles, française et anglaise pour l'essentiel.

Il serait fort prétentieux d'affirmer qu'en un article, on puisse « diagnostiquer » la poésie noire africaine. Aussi, loin d'être exhaustive, notre analyse se veut, tout au plus, une approche modeste. Qu'elle s'exprime en langue anglaise, qu'elle soit de graphies française et portugaise, cette poésie a le mérite d'exister (est-ce un tort ?), n'en déplaise aux détracteurs de tous bords !

Ceci étant, il n'empêche que la poésie de tradition orale est tout aussi vigoureuse. Dès lors, on comprend pourquoi l'occident a d'abord commencé par combattre l'école traditionnelle africaine car les traditions orales sont des sources historiques autant que culturelles. En effet, son irruption, en Afrique, au XIX^e siècle, a provoqué le bouleversement de la société africaine. Pour des raisons évidentes de stratégie et d'exploitation de ses richesses naturelles, il a procédé à la destruction des structures administratives, politiques, économiques, religieuses et culturelles car ces structures étaient jugées comme fondées sur des idéologies fixistes et intemporelles.

Pourtant, « l'emploi d'une langue étrangère - le français - permet d'expliquer la relative stagnation de la littérature africaine contemporaine » (1).

Il n'empêche que la poésie s'est faite l'écho de la lutte du continent pour faire valoir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est ainsi qu'au lendemain de l'indépendance, une nécessité se fit jour : celle pour la poésie de se forger une nouvelle éthique ; un renouveau dans les rythmes et dans les formes.

Il semblerait que, dans les années 1947, le chapitre de la poésie d'Afrique noire se résumait à deux noms : L.S. Senghor et B. Diop. En réalité, au début du XX^e siècle déjà, des oeuvres négro-américaines constituaient le soubassement intellectuel et culturel pour la genèse de ce que J.E. Maunick qualifie de « mouvement de la négritude ».

« La recherche passionnée du passé africain les conduit à formuler les principes d'une démarche poétique, et existentielle qui se veut connaissance et explication du monde : la négritude ». (2)



Historiquement parlant, la négritude a été le fait de quelques étudiants et intellectuels noirs situés à Paris. Ils avaient pour but de combattre « l'image stéréotypée du nègre sous-homme, inconscient et taré ». Pour exprimer et débattre des problèmes des noirs, trois jeunes étudiants martiniquais, Etienne Léro, René Mènil et Jules Monnerot, eurent l'idée de faire paraître « la Revue du Monde Noir ». « Face à l'ethnocentrisme prosélyte des européens », ils affirmaient l'originalité de la personnalité noire.

Deux ans plus tard, en 1934, L.S. Senghor, Léon Damas et Aimé Césaire, se chargèrent de donner au « mouvement culturel et littéraire de la négritude », de nouvelles bases en fondant la revue « L'étudiant noir ». Écoutons Senghor nous définir la négritude : « La négritude, c'est l'ensemble des valeurs culturelles du monde noir, telles qu'elles s'expriment dans la vie, les institutions et les oeuvres noirs ». Donnons encore la parole à David Diop (1927-1960) qui nous confie dans son unique recueil « coup de pilon » (1956) :

(...) souffre, pauvre nègre !
Tes enfants ont faim
Faim et ta case est vide
Vide de ta femme qui dort
Qui dort sur la couche
seigneuriale
Souffre, pauvre nègre !
Nègre noir comme la misère

En bref, les composantes essentielles de la négritude peuvent être résumées comme suit :

- La négritude est l'expression d'une communauté opprimée.
- La négritude est la manifestation d'une manière d'être originale.
- La négritude est un instrument de lutte.
- La négritude est un outil esthétique.

Il convient de noter que la poésie « d'Afrique anglophone » ne connut pas de mouvement analogue. Pourquoi ? « La négritude était la prise de conscience et la protestation des assimilés. Comme il n'y avait pratiquement pas d'assimilés en Afrique anglaise, la négritude n'y avait pas de raison d'être » (3). L'explication la plus plausible au contact économique beaucoup plus que culturel.

Quoiqu'il en soit, des critiques virulentes furent assénées au « mouvement de la négritude ». Pour les marxistes, la négritude

constitue une mystification. Ils estiment qu'elle est le produit du retard technologique et que la situation coloniale a engendré certains phénomènes psychologiques et sociaux.

Ces manifestations sont appelées au dépérissement dès qu'auront été mises en place des structures socialistes.

En ce qui concerne les intellectuels noirs anglophones, ils reprochent à la négritude son caractère dangereux. En effet, face à l'esprit des auteurs de la négritude marqués par la pensée des philosophes français du XVIII^e siècle, les poètes anglophones ont fait leur, la pensée pragmatique anglo-saxonne. Pour eux, par « son caractère d'abstraction manichéiste » et par « sa dimension romantique, narcissique et subjective », la négritude aboutit finalement à faire de l'Afrique traditionnelle « un symbole utopique d'innocence et de pureté », à jamais figé dans la dimension du mythe ».

Pour terminer ces critiques acerbes, citons le poète malgache J. Rabemananjara pour qui la négritude est une « source d'équivoques ». Quant au poète congolais Tchicaya U. Tamsi, il note que c'est une « affaire de génération » dépassée, en raison de son relent raciste.

Sous le nom « d'African personality », les talents poétiques de « l'Afrique anglophone » - qui ne pouvaient accepter ni les idées ni les techniques de la négritude - lui préférèrent la réalité dans laquelle ils vivaient. Pour reprendre l'expression de Almut Nordmann Seiler (op.cité) : « ces auteurs francophones de la négritude avaient forgé des théories. Les auteurs anglophones en donnaient les résultats pratiques. (...) C'est ce que voulait dire Wole Soyinka (...) : « le tigre ne proclame pas sa tigritude, il saute » ».

A suivre ...

Ammar Koroghli

1) Jacques Chevrier : « Littérature nègre », éditions Armand Colin. Paris 1974.

2) « Le Monde » du 8 février 1973 : « Panorama de la poésie africaine de langue française ».

3) La littérature néo-africaine par Almut Nordmann-Seiler (P.U.F., « Que sais-je ? », 1976).



Livres latino-américains

Des valeurs sûres

Pour enfants et adultes :
« *Silvia Lande* » Julio Cortazar et Julio Silva.
Editions : « *Le dernier terrain vague* ».

Conte ou métaphore sur l'Amérique latine d'hier, d'aujourd'hui et de demain. De très beaux dessins et textes poétiques pour qui aime rêver.

Pour adultes :

« *Maquette à monter* » : Julio Cortazar ;
Editions « *Gallimard* ».

« *Chronique d'une mort annoncée* » Gabriel Garcia Marquez.
Traduit de l'espagnol par Claude Couffon.
Editions « *Grasset* ».

« *La fuite des andes* » Plinio Mendoza.
Editions « *Ramsay* ».

La diaspora sud-américaine à Paris.

« *J'avoue que j'ai vécu* » : Pablo Neruda.
Editions « *Gallimard* ».

La dernière oeuvre du grand poète : Un essai d'autobiographie.

« *Autrefois dans la vie* » : José Luandino Vieira.
Editions « *Gallimard* ».

« *La passion selon San Pedro*

« *Balbuena* » : Alfredo Bryce Echéniue
Editions « *Flammarion* ».
Un portrait sans concession de la bourgeoisie péruvienne.

Un humour dévastateur allié à une vision d'écorché.

« *Pubis Angélique* » : Manuel Puig.
Editions « *Gallimard* ».

On vous parlera bientôt de ce romancier que notre chef de rubrique (Momo) a beaucoup apprécié. Rien à voir avec le titre, bien sûr.

« *D'un mot à l'autre* » : Octavio Paz
Editions « *Gallimard* » (bilingue)
Poésies.

« *Les bas-fonds du rêve* » : Juan Carlos Onetti.
Editions « *Gallimard* ».

en principe, je ne dois pas citer de livres qui ont fait l'objet d'une critique. Mais je répète que c'est sublime, persiste et signe.

Enfin, si vous vous intéressez à l'histoire de l'Espagne :

« *Fortunata et Jacinta* », un texte du 19^e, auteurs inconnus : Les bouleversements de la Société espagnole en 1948.

« *Editeurs français réunis* ».

Fabienne Messica.



Le jour de la comtesse

Comme un album

Enfin on respire, on rit, on boit à pleines gorgées le soleil ; pour un peu on courrait derrière Mme Louria pour lui tendre son ombrelle si elle l'avait oubliée sur sa terrasse. Cet enfant qui se souvient et nous promène dans un temps et un espace devenus totalement subjectifs et malléables, c'est presque nous.

David Shahaar nous entraîne dans l'histoire de l'histoire, dans une de ces mémoires à la fois intime et collective, et si riche que chacun d'entre nous peut y retrouver une part de sa vie, tout du moins de sa vie imaginaire.

L'imbrication des cultures, celle des amitiés, celle des rues dans la ville de Jérusalem sont autant de ricochets qui amplifient ou diminuent à volonté l'intention de l'auteur ; nous faire partager quelques instants de la vie d'une petite communauté citadine au moment des événements de 1936 à Jérusalem. Les années passent, les gouvernants changent, seule Jérusalem demeure, Jérusalem ville éternelle ?

Comme la madeleine de Proust, ici c'est un cendrier gravé par la main artiste d'une tante qui nous entraîne dans une mémoire. C'est ici que le roman débute et c'est là qu'il s'achèvera, une fois la tempête des événements passée. Quelques gros plans sur certains personnages seront en quelque sorte les symboles de cette période : Gordon l'anglais, Louidor le juif, Daoud Ibn Mahmoud le musulman, la veuve du bey du temps de la domination turque, son fils Gabriel, le docteur Raban poète ignoré ; quelques figures de femmes, dont Mme Louria puis Soshi seront la quintessence.

La richesse de ce roman, c'est surtout la richesse personnelle de l'auteur, celle qu'il sait donner à ses personnages en fouillant leur imaginaire et leur vécu ; mais c'est aussi la richesse de la technique narrative ici employée.

De facture très cinématographique par ses nombreux et longs retours en arrière, l'écriture est aussi très proustienne, et décryptable à plaisir. La spirale que semble dessiner le passé de David Shahaar, on sait que l'on va partir à sa recherche, même pour le lecteur qui n'a encore rien lu du Palais des vases brisés, par cette petite phrase : « Avec son

chapeau blanc, dans l'ombre bleue de son ombrelle, cadeau de Sir Ronald Storrs, elle, Mme Louria, semblait prête pour un voyage au fond de son passé »...

Ici vont coexister 3 mondes (au moins) et ce qui en sera aussi la succession ; le petit monde du vieux Louria, avec les imaginaires de chacun ; le monde officiel, concret, géographique et historique, passé et présent, qui le recoupe par moments, par accident, mais est déjà beaucoup plus abstrait ; et le monde actuel, celui d'où se place l'auteur et sur lequel seules quelques allusions transparaissent. Mais quel est-il donc ce monde que David Shahaar nous fait découvrir ? C'est un univers qui est en train de basculer.

1936 est une année déterminante puisque les tensions en arriveront à un point tel que les anglais songent à mettre fin à leur mandat, devenu officiel depuis 1922.

La très longue grève générale lancée par le Comité Suprême Arabe.

Et la fermeture du port de Jaffa menaçant d'asphyxie l'économie palestinienne, situation que les anglais laisseront pourrir, d'un côté comme de l'autre, d'ailleurs, rappellent par leur violence les émeutes de 1929. Mais cette fois-ci « la perfide Albion » enverra une commission pour enquêter sur les événements et prévoir « les plans d'avenir », une fois la grève terminée. La recommandation essentielle de cette Commission Peel sera, on le sait, la création de deux Etats en Palestine, l'un juif, l'autre arabe ;

C'est donc cette période en pleine ébullition que nous vivons avec les personnages du « jour de la comtesse », tout ce qui n'est pas dit, mais sous-jacent. L'histoire va les porter les uns contre les autres, et de la manière la plus tragique et la plus involontaire ; par instinct, par peur, le plus bêtement du monde pourrait-on dire, mais le plus humainement aussi.

Lorraine Mailho

Un travail utile et pratique

La première impression, à la vue de ce livre, est que les éditions Maspéro, et bien sûr les auteurs et coordinateurs de cet ouvrage de 500 pages, ont réalisé là, un instrument de travail et de consultation utile et pratique.

La seconde impression, après la lecture est que cet aspect pratique se confirme, et surtout que les articles qui composent ce livre vont en général bien au-delà d'une simple recension des faits de l'année écoulée. Au-delà des multiples données rassemblées, l'ensemble de ces articles construit une véritable analyse des réalités et perspectives actuelles de notre planète. Du point de vue de *Sans Frontière*, un caractère essentiel de l'Etat du Monde me paraît particulièrement remarquable : c'est qu'il propose une analyse des questions internationales à laquelle nous n'avons guère été habitués en France, une analyse qui dépasse vraiment ce penchant toujours présent à l'eurocentrisme dont les intellectuels français, de gauche comme de droite, sont si souvent complices et victimes. Il est particulièrement réconfortant de constater, au vu de cette première édition de *l'Etat du Monde* qu'il est inutile d'en corriger le titre en *l'Etat du Monde vu par des français*, et qu'au contraire, un vent rafraichissant de véritable internationalisme souffle à travers ses pages. Le livre comporte six parties. Dans la première, « *Questions stratégiques* », deux articles me paraissent particulièrement intéressants : celui de Samir Amin, « *Les rapports Nord-Sud dans la crise* », et celui d'Abdel-Kader Sid Ahmed, « *L'énergie, problème n° 1* ». Les « *33 grands pays* » et « *les 34 régions du monde* », forment le coeur de l'ouvrage et précèdent la partie intitulée « *L'événement* », où l'on remarquera le petit article de Diana Johnstone, intitulé « *Terrorisme* ». Enfin une dernière partie, « *Pour en savoir plus* », est particulièrement intéressante : elle propose une liste très complète d'adresses et téléphones d'organismes, associations et organes de presses qui touchent de près ou de loin aux questions internationales (dont notamment une liste des organisations de travailleurs immigrés à Paris). En conclusion, je voudrais dire qu'il y a quelques mois lorsque mon ami François Gêje, l'un des coordinateurs du livre, m'a dit qu'il était très pris par la préparation d'un livre sur l'Etat du monde, ma première réaction, qui aurait pu être la vôtre, fut de sourire de cette prétention à écrire un ouvrage qui parle de « *Tout le monde* ». Aujourd'hui, je sais qu'il ne parle pas de « *Tout le monde* », mais « *du monde* ».

Et cela d'une façon très intéressante, « *pratique* », et surtout que, dans une époque qui vous enferme de plus en plus dans le régionalisme eurocentriste - redécouvre l'une des vérités ou lois de la dialectique, « *l'équilibre universel* » : enfin un ouvrage qui incite le lecteur à réfléchir « *en grand* » sur le monde.

Miguel Benasayag

L'Etat du Monde 1981, sous la direction de François Gêje, Algreto Valladao, Yves Lacorte. Editions Maspéro, environ 56 F.

Vos notes dans votre agenda Berbère 1982

Bouger la créativité

Unique, nouveau, oui ce nouvel agenda berbère est une innovation dans son genre. Un agenda qui se veut fonctionnel : regroupant 3 calendriers : 1 - universel, 2 - agraire du paysan berbère et enfin lunaire musulman. Alliant l'historique à l'actuel, le documentaire aux divertissements, tous les utilisateurs de 1982 trouveront dans cet agenda berbère une foule d'informations bien agencées, ainsi qu'une utilisation bien pratique.

Enfin ! un agenda berbère. Il était temps, merci aux auteurs. Ali Sayad et sa femme Fadila ont eu l'idée géniale de nous offrir non seulement un agenda mais aussi un recueil historique concernant les événements du Maghreb de 1830 à nos jours. Ali Sayad et sa femme nous ont confié qu'il leur a fallu 10 mois de travail, de recherche au CNRS, dans différentes bibliothèques, documentations personnelles etc..., pour réaliser cette oeuvre.

C'en est une et qui mérite notre attention à tous. Une brève histoire sur les berbères nous accueille dès les premières pages de l'agenda.

Le calendrier nous est rédigé en 3 versions : le calendrier universel, l'agraire berbère et le lunaire musulman. Il est important de dire

que cette innovation est originale : plus originale pour ceux qui veulent en savoir plus sur les berbères, sur la colonisation française en Algérie et sur le Maghreb. Ceux-ci trouveront des événements et les dates correspondantes. (l'histoire du passé à nos jours).

Plus originale car on y découvre aussi quelques contes berbères. Des histoires humoristiques qui nous plairont certainement par leurs contenus.

Moins originale pour ceux qui aiment manger et qui apprécient la cuisine maghrébine. En dehors du traditionnel couscous, vous trouverez des recettes inédites de plats du Maghreb.

Moins originale en fin, car il ne faut oublier qu'en plus d'être un recueil d'informations diverses, sa vocation d'agenda demeure.

Encore une fois, bravo au couple Sayad pour leur agenda aussi fonctionnel que divertissant.

Vous pouvez vous le procurer à la librairie : Editions l'Harmattan - 7, rue de l'Ecole Polytechnique 75005 - Paris.

Mais précipitez-vous quand même, car il paraîtrait que le stock en est limité.

Zoubida Doumi & Djamel Dabouz

Gens d'ici... et d'ailleurs

Une corbeille de livres pour rêver en 1982

Pendant les fêtes, après et pour toute l'année des rêves en variance, des albums qui font voyager dans la tête pour les enfants, les adolescents et pour tous les goûts...!

Bien seul, en tête à tête avec son balai, dans une rue, peut-être de Paris, qu'il nettoie à longueur de journée, « *Vieux frère du petit balai* » - chez Flammarion - entraîne le lecteur dans le monde riche d'images des africains. Les enfants de l'école ne lui parlent pas, « *Joselito* » - Albums du Père Castor - petit espagnol immigré en France découvre des réponses originales et surprenantes.

« *Aminatou* » petite beninoise rencontre son cousin, qui vit en France, vies contradictoires, expériences différentes, conflits, mais malgré tout une amitié naît et se développe. Les éditions de la farandole, après le Bénin, invitent le lecteur à se rendre au Vietnam, où « *La montagne aux trois questions* » rappelle que des enfants vivent dans un pays qui a été ravagé par la guerre, et qui doit être reconstruit. Des minorités

nationales vivent en URSS, elles sont ni européennes, ni blanches, mais elles existent et son pleines de vigueur. Luda a traduit leurs contes, toujours aux mêmes éditions : ce sont les « *contes russes* » (les mal nommés).

Avec Folio junior, les portes de l'Afrique s'ouvrent avec « *les petits contes nègres pour les enfants des blancs* » de Blaise Cendrars. Les Indes ne sont pas uniquement des histoires de fakirs ou de gourous, c'est aussi des « *histoires comme ça* », recueillies par Rudyard Kipling. Les insectes ne sont pas forcément mangés par les grenouilles. Enfin avec Bruno Buzzati, l'extraordinaire devient véridique dans « *la fameuse invasion de la Sicile par les ours* ».

Les éditions Grund (malheureusement un peu chères) offrent pour les fêtes un livre aux illustrations merveilleuses : « *les contes d'Indonésie* », ils présentent

une image nouvelle de ce pays aux 1500 îles.

Les vapeurs sulfureuses et les geysers d'Islande ne sont pas des phénomènes naturels, le responsable n'est nul autre que « *Moumine le Troll* » - chez Nathan - petit personnage sardonique à l'imagination débordante.

L'actualité n'est pas absente, les éditions Dauphine mettent en scène « *Djinn la malice* », petite iranienne peu soumise aux traditions. Trois fleuves, le blanc, le noir et le jaune, se mêlent pour donner « *les légendes et contes folkloriques de Guyane* » - aux éditions Caribéennes -. Ils sont édifians, mystérieux et débordants d'humour (nous avons qu'un seul regret, c'est qu'aucun éditeur français ait pensé republier *Veillées Noires de Damas*).

Folio propose, pour les plus âgés, « *Memed le faucon* » de Yachar Kemal. C'est un hors la loi turc, diablement sympathique, en butte à un petit dictateur local.

Le Livre de Poche, par Jules Vernes, interposé et sa « *famille sans nom* », fait assister à la prise de conscience nationale des québécois, lors de la rébellion de 1837. Ce livre, un siècle et demi après les événements qu'il relate, est d'une actualité brûlante, quand le 8 décembre 1981, le Canada anglais supprime de faits les droits du Québec.

Wou Tcheng'zn, écrivain chinois du 16^e siècle, avec « *son singe pèlerin* » - chez Payot - raconte les aventures sinistres et drôlatiques d'un moine pleutre, lâche, gourmand et paillard à la recherche des écritures sacrées bouddhiques sur les chemins de la Chine et des Indes. Rassurez-vous, il ne les trouvera pas ; il existe une justice immanente...!

Rachida Madani, aux inéditions Barbares, lance un cri de guerre, un cri d'amour pour celles et à toutes celles, adolescentes, qui ne peuvent pas encore proclamer « *femme, je suis* ».

Enfin, Gabriel Garcia Marquez, avec la complicité de Grasset, conte une « *Chronique d'une mort annoncée* », histoire peu banale et pleine d'allant.

Quelques bandes dessinées :

Une merveille de tendresse de Paul Founel - chez Hachette - jolies et pleine de goût : « *Les aventures très douces de Timothée le rêveur* ».

Cosey, avec « *Jonathan* », nous amène au Tibet en 6 volumes. Il s'améliore au fil des albums... c'est fantastique, le rêve frappe à la porte et on y rentre sans se faire violence.

Et pour clore, que dire de « *Yakari* » et de « *Et le bison blanc* » de Derlib et Job - chez Casterman - que c'est beau, très beau...! Bonnes lectures et à l'an prochain.

Osange et Gunther

Où trouver ces livres ?

Chez votre libraire habituel pour toutes les éditions connues et pour les autres :

- Inéditions Barbares, Appt. 1241, 101, rue de Choisy. 94400 Vitry.

- Editions Caribéennes 9, rue Peclot, 75009 Paris.

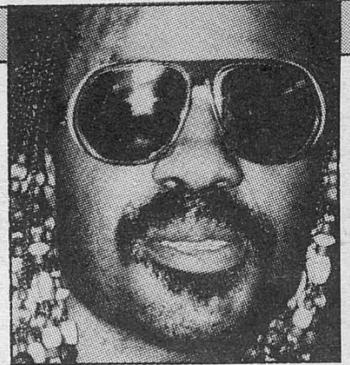
Le «Musiki» 81 est arrivé

Le bouillon de culture qui s'agitait dans le bocal parisien de la musique noire était prêt pour l'expérimentation. « *Radio-trottoir* » m'avait déjà fait parvenir l'information, mais je croyait qu'il s'agissait de ragots destinés à faire la promotion d'initiatives bidon qui ne verraient jamais le jour.

Notre « *branché* » de service en la personne de Momo m'a gracieusement offert un numéro, le tout 1er de « *Musiki* » (15 novembre - 15 décembre 81) avec un sommaire qui « colle » avec l'idée séculaire d'un magazine de musique « *black* » à Paris.

Dans ce numéro avec S. Wonder à l'affiche, une distribution des pages - ma foi - fort honorable.

Des innovations culturelles étonnantes : une rubrique Technique (p 34.35) qui explique les critères de choix et de performance d'un système de sons pour musiciens et apprentis-sorciers, les ficelles d'enregistrement d'un disque et l'utilisation du magnétoscope pour les fanatiques de la vidéo. Emmanuel Lupo et Victor Bissengé nous promettaient des feuilles consacrées à « *l'enceinte acoustique* ». La musique des Caraïbes, la « *Tipik* » antillaise consacrée dans ce numéro livre le monde de coupe-cloue et une brève présentation du groupe « *Perfecta* » de 1970-1981 dont la musique est plus connue que les artistes eux-mêmes. Une interview de *Chico-Freeman* chapitre



jazz, dont « *Musiki* » nous révèle les tendances « *Libertaires* », un entretien sur Stevie Wonder, quelques Latinos parmi les Salseros du hit, Roberto Torres, Chocolate, Papaïto. Côte Afrique, une visite au groupe sénégalais XALAM, aux « *Maghrébines* » Ouiness, aux camerounais Joey Etondey, Virky Edimo, Michot Dinh, Bill Locko, des jeunes et moyennes pointures qui frappent dur, vingt tropical bien connu chez les amoureux du Makossa pimenté de soul ou de disco. Ce mensuel arrive à point pour suppléer à l'absence chronique d'un média afro-caribéen qui hisse la musique des communautés maghrébines africaine ou caribéenne à un statut majeur.

Reportages et enquêtes qui - nous l'espérons - complètera l'univers visuel et sonore élaboré par Musiki.

Les ballets Lemba au théâtre, un voyage cinéphilique au Maroc et en exclusivité, des pages du livre de C. Moose à paraître sur Fela précédant un bien courte présentation du guitariste de jazz passé au « *soul funkisant* », James Blood Ulmer. Bernard Koch, Birame N'Diaye et H. D. Kalla Lobe sont des récidivistes bien connus de nos services. Nous les avons à l'œil pour nos fichiers de janvier et espérons les prendre en flagrant délit en 82. Voici venir le « *Musiki* » 81.

B.N.

« Politique Africaine »

Les éditions Karthala ont fait un bon coup en sortant la revue « *Politique africaine* » (1). De périodicité trimestrielle, elle en est à son troisième numéro (sorti en septembre) : on y trouve des articles d'analyse qui sont autant de « *contributions* » à la sociologie politique africaine.

R. Joseph livre quelques notes sur les élections au Nigéria (1978-1979) et restitue l'archéologie du « *juge ethnique* ». Ceux qui le connaissent par d'autres travaux, auront apprécié en particulier sa thèse d'état, qui reste encore aujourd'hui la meilleure étude historique sur l'UPC (in « *Acase of radical nationalism in Cameroun* »).

C.M. Toulbor fait une incursion dans les formes « *underground* » de la contestation politique au Togo. Apartir d'une étude sémiologique, il dévoile la face cachée d'une critique qui ne pourrait s'exprimer dans le cadre institutionnel. Les commentaires de la jeunesse togolaise sur Eyadema rappellent les railleries des intellectuels soviétiques dans les égoûts de Moscou (décrits par Zinoviev dans « *Les hauteurs béantes* »).

B. Lanne rappelle les développements les plus récents de la guerre du Tchad, en étudiant comment se sont constitués les faits de résistance dans le sud (c'est-à-dire dans le « *Tchad utile* »). Et J.F. Bayoit, connu pour ses travaux sur le Cameroun, commente la fronde parlementaire au Zaïre.

Je ne vous en dirais pas plus, car je vous invite à vous procurer ce numéro consacré aux « *Tensions et ruptures en Afrique noire* ».

B.N.

(1) Revue « *Politique africaine* », n° 3, septembre 1981 Editions Karthala, 22 bd Arago, 75013 Paris (331 1559)

Esperanças de abril

Sur ce titre, António Coimbra Martins, ambassadeur du 25 avril en France, vient de publier un recueil de documents et d'interventions inspirées de son action culturelle et diplomatique à Paris (1975-79). « *Esperanças de Abril* » rassemble une quantité inépuisable de données sur les liens sociaux et culturels établis entre la France et le Portugal, surtout au cours de la période plus récente, pendant laquelle Coimbra Martins a démocratisé l'action de la diplomatie portugaise, agissant à l'intérieur de l'hexagone, et a su créer de nouveaux rapports entre celle-ci et l'immigration et ses associations. Les immigrés trouveront dans ses 500 pages des exposés bien fondés de leurs principaux problèmes. (Le livre se trouve en vente à la librairie « *L'Harmatan* », rue des Ecoles et dans les associations d'immigrés, CIEM, CLAP, etc).

D.L.



Depuis le mardi 15 décembre 1981, les Editions Publisud, 25 rue de l'Espérance, 75013 Paris (tél : 581 59 93) M° Corvisard, présente sous la direction de Nadezda Souibes 3 jeunes peintres : *Demnievska, Mrkalj, Labidi*.

Tous trois sont d'origine étrangère, les deux premiers Yougoslaves, le dernier Algérien.

Labidi Mohamed est né à Alger. Après avoir fait ses études aux Beaux Arts d'Alger, il obtient le diplôme de l'Ecole Nationale Supérieure des Arts Décoratifs de Paris.

Ses aquarelles sont un regard sur ses origines et son évolution dans les quartiers populaires d'Alger.

Soyez nombreux à venir les encourager. Ils exposent jusqu'à la fin de l'année.

sorties

MUSIK

THEATRE NOIR : 23, rue des Cendriers ; 75020 - Paris, tél 797 85 15
 Du 29 au 31 décembre : à 20h30, **Ganja**, reggae... funk.

Les 2 et 3 janvier 1982 : Deux jours de tambour avec la participation du musicien **Gui Konkot**. C'est à 20h30 le samedi et 17h et 20h30 le dimanche.

BOBINO : Théâtre de la chanson et dur rire, 20 rue de la Gaité - 75014 Paris, tél 322 74 84.

Du 15 décembre au 3 janvier, la célèbre chanteuse brésilienne **Nazare Pereira** pour les rythmes les plus variés de la chanson brésilienne.

NEW-MORNING : 7, 9 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél 523 51 41.

jusqu'au 31 décembre : **Claude Nougaro**.

Prévision : entre le 3 et le 15 janvier 1982 : une semaine de festival guitare : tzigane, jazz-rock, be-bop, blues, folk et Brésil. On en reparlera.



LUCERNAIRE FORUM : 53 rue Notre Dame des Champs, 75006 Paris tél 222 26 50

Du 23 au 29 décembre : « **La fête à Paris** », un spectacle en 30 chansons, avec Sarah Boréo. Jean Bourbon et Armand Gomez.

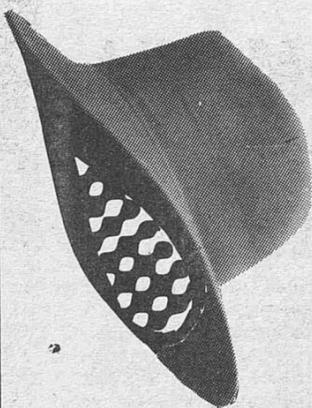
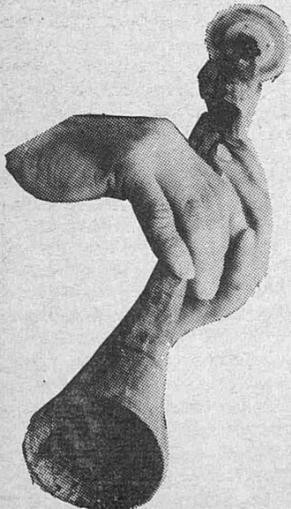
Un spectacle de Jacques Canetti. C'est à 20h30.

A 22h30 : Café-théâtre : **Alain Nizet**, auteur compositeur chante **Entre la révolte et la tendresse**, « Paysages chaleureux, voyages colorés avec le sel de l'émotion, espoirs sans cesse renouvelés, sur les rythmes sud-américains, blues, jazz, accompagné à la guitare par Didier Carmier.

ROSE BONBON : 6 rue Caumartin, 75009 Paris, tél 268 05 20

Le 27 décembre : **Aligators**
 Le 28 décembre : **Robotom Cast**

Le 29 décembre : **Suspect**
 Le 3 Janvier 1982 : **Bill Baxter**.



CINE

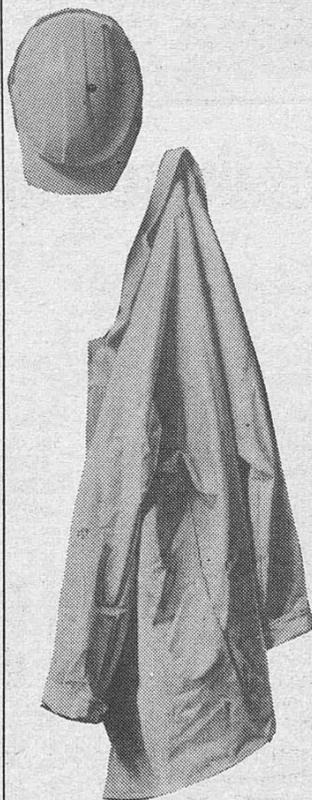
RIALTO : 7, rue de Flandre, métro Stalingrad.

Semaine du 23 au 29 décembre, suite de la série Comédies musicales égyptiennes.

Amours de jeunes filles, Egypte, noir et blanc, 1949 de Anouar Wagdi, avec El-Rihani, Leila Mourad, Soliman Naguib, Youssef Wahba, Mohammed Abdel Wahab.

Un chef d'oeuvre du cinéma égyptien des années 40 ; lundi (22h), vendredi (23h), samedi (23h) et lundi (22h).

Au comble de la joie, Egypte, noir et blanc de Mohammed Salem avec Mohammed Abdel Wahad, Farid El Atrache, Sabah, Chadia, Faiza Ahmed. Un mariage est l'occasion d'une fête de la chanson. Mercredi (22h) et dimanche (22h).



THEATRE

THEATRE NOIR : 23 rue des Cendriers

Jusqu'au 27 décembre : tous les soirs à 20h30

« **Je me souviens d'un conte... un jour...** », théâtre chorégraphique de Linda Dinwall.

FORUM DES HALLES : Au théâtre Petit Forum

Jusqu'au 2 janvier : **Tchouk tchouk nougah**, des chansons, des sketches, le tout extravagant désopilant et formidablement bien orchestré. A 20h30.



LURCENAIRE FORUM : 53 rue Notre Dame des Champs. Au Théâtre noir : - **Shéhérazade** de Tewafik El Hakim à 18h30

Anatole avec Michel Boujenah à 20h30

Elle lui dirait dans l'île à 22h15

Au théâtre rouge : **Ladyblogues** de Roland Dubillard par la compagnie du Maillet à 18H30

Milosz, choix de textes et mise en scène Laurent Terzieff.

Lève-toi et rêve de Fernando Arrabal à 22h15.

Petite salle : **Parlons français** de Ionesco.

La troupe de théâtre **Nedjma** poursuit la série de ses représentations à la fin du mois de décembre.

Dimanche 27 décembre : elle sera à Nanterre au foyer A.F.R.P. pour une représentation de la pièce : **le cirque d'Amar**, pièce satyrique en deux tableaux. 1- La France vue d'un bled ou Makench le mandat ! 2- La vie parisienne ou « Encore une Kronembourg, Madame Martine ! »

THEATRE DES ATHEVAINS, 76 rue François Miron. Tél : 355 27 10.

Jusqu'au 31 décembre à 20h30 (séance sup. Vend. 14h30), sauf dimanche : 17h30 et lundi : relâche : « **Le Foulon** » par la compagnie Catherine Dasté. « Trois acteurs et deux musiciens se trouvent embarqués dans une histoire japonaise d'il y a six siècles, une histoire de femme qui meurt de désespoir d'amour. Par quel miracle sont-ils devenus des personnages si différents d'eux-mêmes ? quel rapport y a-t-il entre eux ? Est-ce leur double, leur ombre, leur rêve ?... »

REVEILLONS

Haïti : un réveillon organisé par l'ATHAIF, de 21h à l'aube le 24 décembre au 7 bis rue Trétaigne, 75018 Paris, métro Jules Joffrin. Bal, tombola, musique antillaise, africaine, reggae. Participation aux frais 40 francs, repas et boisson compris.

Cameroun : le Comité pour Défendre et Assister les Prisonniers Politiques au Cameroun, et ses amis camerounais, invitent à une grande soirée de réveillon du 31 décembre qui aura lieu à la Mairie de St. Denis, place de la Légion d'Honneur.

Spectacle culturel avec le chanteur Djala Li Lon.

Exposition-artisanat, table de presse, plats camerounais, et grand bal. Prix de soutien : 20 FF.

THEATRE DEL A TEMPETE : 328 36 36, du mardi au samedi à 20h30, dimanche « 15h30 : « **Mahjoub, Mahjoub**, par la troupe palestinienne El Hakawati.

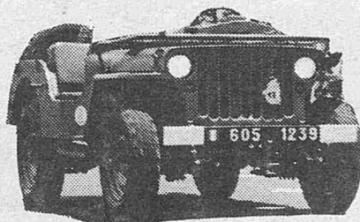
ANNONCES



AVIS DE RECHERCHE

L'ASTI de ST-Dié des Vosges nous fait parvenir un avis de recherche concernant Mme Ladjadj Aziza. Pour tout courrier : Paul Duhamel, Hôtel des Postes, 88107 St-Dié. Cédex.*

ECHANGE : 2 pièces, cuisine, salle d'eau, WC, cheminée, téléphone, loyer mensuel 950 Frs, rue Louis Bland (10è) contre appt. similaire ou plus grand, loyer en rapport à St-Denis. (93). Contact : le soir après 20h au 245-61-00. Demander Saïd.



URGENT : Sans Frontière recherche une 4L (ou autre véhicule) d'occasion, avec plein d'essence facultatif. Prix Sans Frontière très souhaité (ne figure pas à l'Argus). Appeler le journal : 278 44 78.

JEUX ET MOTS CROISES

par **Hartmann**

Solution de la grille n° 30

1	N	I	G	E	R	I	A	V	A	
2	I	T	A	L	I	E	N	N	E	S
3	G	A	G	A	N	G	E	R	S	
4	E	L	N	E	A	O	R	T	E	
5	R	I	E	N	S	L	I	E	N	
6	E	N	T	E	R	A	M	E		
7	M	T	E	T	E	C	E	S		
8	A	S	T	E	S	S	O	N		
9	L	O	N	E	T	I	N	T	E	
10	I	C	I	R	A	G	E	L		

1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT

1. Pays d'Afrique
2. Africain-Calcium
3. Etat de l'Arabie-Roi de Norvège.
4. Loi-Allié.
5. Royaume d'Asie
6. Qui rend service-Rigolé
7. Article arabe-Unité monétaire
8. Titre-Insanes
9. Capitale Africaine-Joint
10. Lac Américain-Fils de Noë.

VERTICALEMENT :

- 1) Africaine.
- 2) Boisson-Rongeur
- 3) Groupement de maisons-Mois.
- 4) ORIGINALE—Personnel.
- 5) Forme d'alcoolisme
- 6) Fin de troupe-Silicate-Vieille cité.
- 7) Déesse-Pas usagé.
- 8) Garçon d'écurie-palmier d'Afrique.
- 9) Pays d'Afrique
- 10) Port du Maroc.

Solution des noms villes françaises.

C	A	E	N				
R	O	U	E	N			
V	E	R	D	U	N		
A	L	E	N	C	O	N	
A	R	G	E	N	T	A	N

Placez des noms de POISSONS

			N			
				N		
					N	
						N

L'impossible rencontre

Suite et fin

Hayat note dans sa tête : Il est midi. Le repas est servi. Dieu merci pour tes bienfaits. Merci pour tout. Pour rien. Mes parents se disputent en mangeant. Mes frères jouent aux muets. Je me tais. Yeux fixés sur l'assiette. Mes mains ne tremblent pas mais je me sens agitée. J'ai envie de crier. Leur ordonner de se taire. Pourtant je ne dis rien. Jouer le jeu. Faire l'impassible et attendre. D'ailleurs comment parler ? Je n'y ai pas droit. Parole frappée d'interdit. Mon père hurle comme un dieu huilant les mécanismes obscurs de sa colère. La chatte a sursauté et est allée trembler derrière le divan. Ma faim a disparu derrière les remparts de mon impatience. Mordre quelqu'un. Casser les murs. Se propulser dans l'espace. Atteindre les cimes de la tranquillité absolue. Ne plus entendre la vomissure quotidienne de cet homme, ne plus sentir son regard crapuleux fendre la pureté de la lumière qui, seule, me retient adossée au tronc superbe de l'arbre de vie... Ceci est une mascarade... Tout à l'heure les paroles deviendront moins tranchantes, les insultes s'estomperont. Naîtront pour les remplacer des grimaces mielleuses. Et une paix circonstancielle viendra limiter le danger de mort, éliminer les débris de cette scène ridicule... Attendre. Se taire. Supporter. Dieu puissant, nous te remercions une fois de plus pour cette immense merde dans laquelle nous pataugeons.

Kamel est assis en face d'un homme qu'il a rencontré voilà une demi-heure à peine. Ils ont commandé deux cafés noirs. L'autre est sorti acheter un journal, est revenu, s'est assis en silence, a feuilleté scrupuleusement le quotidien, l'a plié en deux comme on plie une serviette et placé sous son coude.

Kamel boit lentement son café. Il regarde l'homme qui lui lance des clins d'oeil difficiles à classer dans l'ordre du connu, mais peu importe, se dit Kamel ce qui me plaît dans cette situation c'est justement l'imprévisible. De temps à autre il leur échappe un sourire. L'autre dit brusquement :

- Le regard est l'ennemi de la pudeur.

Kamel, feignant l'indifférence, allume la première cigarette de la journée et fait oui de la tête. Il ne demande pas à l'autre de s'expliquer, sachant pertinemment que l'homme ne relèverait pas sa question. Or, justement, c'était dans les habitudes de Kamel de tenir à l'intégralité, autant dire à la propreté, de ses interrogations.

- Le regard est une maladie qui déshabille, lécartique et dissèque sa victime...

Kamel écoute.

- Cette bête méchante aime se loger là où il ne faut pas, comme on dit.

Une femme âgée, à demi-voilée, traîne son corps fragile jusqu'à la table et tend une main toute flétrie. Kamel y dépose une pièce de monnaie. Impression désagréable d'avoir couronné un chien bâtard ou chanté une gloire qui n'est pas la sienne.

- En réalité, il n'y a que ces endroits-là qui attirent l'oeil.

Le type comprit qu'il valait mieux en rester là. En effet, la dame voilée le traita, en moins d'une minute, de tous les noms y compris de ceux jamais enregistrés par les académiciens. La foule s'était déjà fermée sur la scène et commentait le fait de diverses manières dont la moindre n'était pas sans laisser perplexe. Certains insultèrent le type, montrant ainsi à



Photo Jamat

la dame offusquée qu'ils la soutenaient en leur qualité de citoyens intègres. D'autres, le libre échange fonctionnant à merveille d'un oeil à un autre, affichant une sympathie quelques peu déplacée, allèrent jusqu'à considérer le monsieur comme une victime du caprice féminin. Ils lui donnèrent raison et l'un d'eux l'invita même à boire un verre, ce que nonobstant le type accepta avec un sourire un tantinet forcé. Restée seule au

milieu d'une dizaine d'hommes, la dame blessée dans son honneur se mit à répéter sa somme de grossièretés. Un badaud plus chaleureux que ses compaires lui pinça allègrement les fesses. Elle fit semblant de bavarder avec une vieille toute ratatinée qui n'avait rien vu et qui continuait de ne rien voir, hormis la configuration parfaitement incertaine de ses chaussures usées mais qu'elle croyait encore valides. Le badaud, se

croyant encouragé, prit la main de la dame et, nullement gêné, la porta là où il pensait qu'il fallait la porter. Une gifflée terrible lui enflamma la joue. Aussitôt s'éleva un rire colossal qui fit fuir deux malheureux pigeons que quelques miettes de pain attiraient irrésistiblement.

- Le regard est l'ami de l'amour, dit enfin Kamel. L'autre laissa voir ses dents.

- Une civilisation qui fait tout pour dissimuler la femme est une maquerelle qui désigne du doigt le fruit convoité. Kamel enregistra cet aphorisme, se promettant d'en analyser les différents aspects lorsqu'il aura retrouvé le calme de sa chambre. Puis, levant les yeux vers le plafond, il proposa :

- Le regard est un remède qui embellit. Il est fascination et non pas destruction. - L'autre rit. Kamel poursuivit : le regard adore ce qu'on appelle les parties intimes, parce que l'amour ne peut loger qu'à cette enseigne. - L'autre roucoula et se frotta les mains. Avant même que Kamel ait pu ajouter quoi que ce soit, l'homme disparut, emportant sous son bras le quotidien plié cette fois en quatre.

Le père fit craquer les jointures de ses gros doigts aux ongles sales. Il sourcilla trois fois de suite, fit mine de s'intéresser aux nombreuses lézardes qui ornaient les murs de la cuisine (le projet de réparation, à force d'être débattu, devenait légendaire) puis, perfidement, (il ne fallait surtout pas qu'elle s'en aperçût), il planta son regard acéré dans le corps de Hayat. Juste à l'emplacement du coeur. Sous le sein qui s'arrondissait. Hayat occupait le coin gauche du divan, les jambes repliées sous elle et couvertes d'un drap immaculé. Elle tricotait et bien que ses yeux fussent apparemment baissés, elle ne manqua pas de surprendre le regard paternel -et d'en sourire intérieurement. Elle se félicita par la même occasion de ne pas avoir rougi. (Notre père bien-aimé commandera le repas dans exactement quatre minutes. Les lèvres relevées par un sourire mitigé de sa résignation infinie, notre mère adorée répondra aussitôt oui, mon époux, tout est prêt).

Hayat aimait tricoter. Pour des raisons essentiellement stratégiques. De calcul en calcul, elle en était arrivée à penser que seule une occupation normalement admise par son père, pouvait lui ménager un temps de répit et la libérer de l'intérêt inquisiteur qu'il ne cessait de lui porter. Grâce à ces marges paisibles, elle pouvait vivre en paix ses désirs les plus forts, elle pouvait analyser ses rêves les plus chers et préparer secrètement une échappatoire. En attendant, elle devait donner d'elle-même une image conforme au bon vouloir du Chef ; mais pour ne pas oublier qu'elle était consciente du danger qui la guettait, elle se répétait ce vieux proverbe, celui qui a la tête baissée, tisse sans arrêt des bonnets.

En présence de l'inquisiteur, Hayat, tout en ayant l'air innocent, pensait au jeune homme brun qui hantait ses rêves ; façon bien personnelle de régler son compte à un autorité de plus en plus oppressante.

La difficulté de vivre libre grandissait de jour en jour. Hayat avait le sentiment que le tyran serrait graduellement l'étau et que bientôt l'heure de la dépendance totale sonnerait. Elle savait qu'il fallait réagir à temps. Elle savait surtout que la vie était ailleurs.

Abdelkader Zibouche